



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

# TOUTY!

est à nous

**Dossier**

**2011-2013:  
vers une mondialisation  
de la «rébellion»?**

**Pages 5 à 8**

n°206 - 1 août 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org



# SURENCHÈRES racistes et réactionnaires,

# ATTAQUES contre les salariés

# PRÉPARONS LA RENTRÉE !

*Les propos et les actes racistes se multiplient. Ils ne sont pas commis seulement par des individus isolés encouragés par la droite et l'extrême droite, mais aussi et surtout par le gouvernement et son ministre de l'Intérieur, Valls, qui joue à Sarkozy...*

**L**âchement, le gouvernement s'en prend aux catégories de la population les plus en difficulté, fragilisées. Dans la continuité de son prédécesseur, il vise ainsi à diviser la population pour mieux étouffer le

mécontentement, les réactions contre sa politique au service des plus riches.

**Scandaleuse stigmatisation et surenchères politiques**

La France a déjà été condamnée six

SUITE PAGE 2

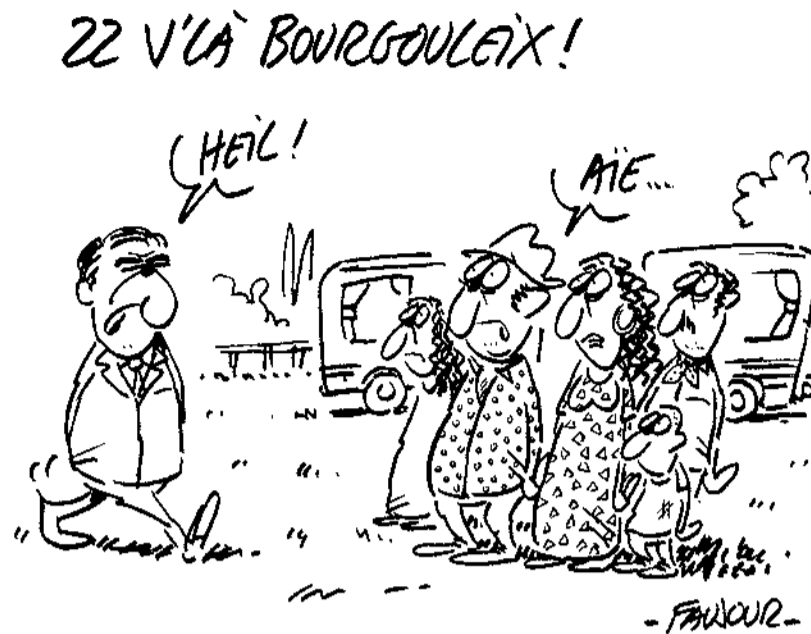


SUITE DE LA PAGE 1

fois par le Conseil européen des droits sociaux pour politique discriminatoire à l'égard de la population Rom. Et pourtant, les expulsions au petit matin, le passage des bulldozers détruisant les maigres biens des familles, continuent au même rythme et avec la même violence qu'au temps de Sarkozy. À chaque fois, l'appauvrissement des familles s'aggrave : errance, perte de biens, rupture des liens de solidarité avec le voisinage, complications sans fin

pour la scolarisation des enfants... Cette politique qui stigmatise une population ciblée porte un nom : le racisme d'État. L'attitude du gouvernement ouvre la porte à toutes les surenchères démagogiques. D'abord celles d'un Estrosi ou d'un Le Pen qui attisent les peurs et appellent quasiment à des pogroms pour flatter leur possible électorat pour les prochaines échéances municipales. Puis, c'est le député-maire de Cholet, Gilles Bourdouloux, qui vante les crimes nazis et Hitler avec une telle haine que le procureur a ouvert une enquête contre lui pour «apologie de crimes contre l'humanité». Cette démagogie est dangereuse et répugnante. Pourquoi un pays riche ne pourrait-il pas accueillir correctement les quelque 15 à 20 000 Roms qui y vivent ? Ce ne sont pas les richesses qui manquent pour garantir à toutes et tous le droit de vivre dans la dignité, le droit au logement, au travail, à l'éducation.

voile intégral, agressant une femme et son mari. Qui peut croire un seul instant qu'une telle agression puisse servir la liberté des femmes ? Une nouvelle fois, il s'agit de stigmatiser une catégorie sociale minoritaire, la démagogie du bouc émissaire que développe très consciemment Manuel Valls qui soutient l'intervention de sa police au mépris de la parole de la femme contrôlée et des témoins. La colère des habitants, leur révolte, lui ont répondu. Elles expriment un ras le bol à la fois des actes racistes d'une police qui les harcèle mais ne les protège pas, du chômage, de la misère et de l'échec des politiques publiques. Droit de vote pour les étrangers, développement de services publics de proximité, désenclavement des quartiers, droit d'apprendre et de se former dans de bonnes conditions, droit à l'emploi, réhabilitation des logements sans augmentation de loyer... Tout cela reste lettre morte. La situation a même empiré !



## Agenda



### Écran de fumée et boucs émissaires

Cette politique cible aussi la population musulmane. D'après les chiffres du ministère de l'Intérieur, les actes racistes déclarés contre des musulmans ont augmenté de 55% en deux ans. En deux semaines, 8 femmes voilées se sont fait agresser. Femmes et musulmanes : double cible pour les lâches, sexistes et racistes !

À Trappes, la police a fait du zèle en appliquant cette loi stupide contre le port du

### Reprendre l'offensive sur le terrain social et démocratique

La montée du racisme et des préjugés réactionnaires s'inscrit dans la régression sociale organisée par le gouvernement et le patronat pour la sauvegarde des profits des plus riches au détriment de toute la société. À la rentrée, ces derniers préparent une nouvelle attaque contre les retraités alors que le chômage ne cesse de croître. Loin d'apporter la moindre réponse aux attentes de la population,

le gouvernement ne se soucie que des intérêts de la minorité des possédants. Une autre politique est nécessaire pour imposer une meilleure répartition des richesses, éliminer le chômage en partageant le travail entre toutes et tous, garantir les salaires et les retraites, combattre la droite et l'extrême droite. Une telle politique ne pourra venir que de notre mobilisation sur le terrain social et politique pour changer le rapport de force et tracer

la perspective d'un gouvernement contre l'austérité, un gouvernement du monde du travail, au service du plus grand nombre. Il y a urgence à construire une opposition de gauche au gouvernement Ayrault-Hollande, une réelle alternative avec toutes celles et tous ceux qui voudront en être, pour remettre les choses à l'endroit : la richesse au service des besoins de toutes et tous.

Roseline Vachetta

## regards

Propos recueillis par Cathy Billard

# Trappes : « Le gouvernement a choisi de répondre à la révolte sociale par la répression plutôt que de s'attaquer aux causes de la misère »

Entretien. Tout est à nous ! a choisi de donner la parole à Guilaine Geffroy, assistante sociale à Trappes, et Didier Cordry, élu municipal, qui militent tous deux au NPA. Des témoignages qui tranchent, dans le concert d'inepties médiatiques et de propagande politicienne.

### Quelles sont les difficultés sociales auxquelles tu es confrontée dans ton travail à Trappes ?

Guilaine : Les habitantEs de Trappes vivent les mêmes conditions de vie que la majorité de la population. Leur enfer est celui vécu dans les quartiers populaires : s'épuiser à chercher du travail ou en menant de front plusieurs boulots précaires chez des employeurs différents, tenter de régler les factures, effectuer des démarches administratives devenues chaque jour plus complexes, résoudre les problèmes familiaux et éducatifs avec leurs enfants...

Parmi les plus exposéEs, les femmes seules ou les sans papierEs se débattent dans un cumul de difficultés. Cette misère pèse aussi sur les jeunes. La plupart tentent de s'insérer, avec beaucoup de difficultés. Certains sortent du système scolaire sans aucun diplôme. D'autres, qui arrivent à s'accrocher scolairement, sont obligés de quitter leurs parents très tôt et de s'autonomiser, vivre en foyer ou du business pour s'en sortir. Les obstacles sont nombreux, et plus difficiles à franchir quand on est pauvre !

### Quel est la responsabilité de la politique municipale dans cette situation ?

Didier : La liste d'attente en logement sociaux sur Trappes est d'environ 5 ans... Le coût d'un loyer dit HLM est quasiment le même que dans le privé. La population de Trappes est la plus pauvre de toutes les communes de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et les prestations municipales les plus chères. Cherchez l'erreur ! Il y a aussi un manque de

places en crèche. Autrefois très actif, le tissu associatif est aujourd'hui en difficulté, à cause de la politique de l'équipe actuelle qui taille à la hache les subventions. Le maire PS, qui s'est fait élire par un électoral votant à gauche, applique une politique « de droite ». Bien qu'élue au premier tour, il ne l'a été que par un quart des électeurs inscrits, avec un taux d'abstention de 50%. Les quartiers en difficultés se sont le plus abstenus. Le maire dirige la ville sans toujours tenir compte des avis et des besoins de sa population. Dernier exemple en date : la mise en place à marche forcée des nouveaux rythmes scolaires dès la prochaine rentrée, malgré l'opposition des parents d'élèves et des équipes pédagogiques.

### Les derniers événements étaient-ils prévisibles ?

Guilaine : Bien évidemment oui ! Face à la galère, l'obscénité des richesses affichées par les capitalistes et les exemples donnés par les politiciens sont des modèles désespérants. Aucune possibilité pour les jeunes de se projeter dans l'avenir. Cette explosion correspond à des réactions de ras-le-bol, dans un contexte de ramadan et de contrôles au faciès. De Sarko à Valls, pas de changement !

Didier : Compte tenu des problèmes, il est même étonnant que ça n'explose pas plus souvent. Les groupuscules religieux fanatiques cherchent à surfer sur la vague de la misère en profitant du vide créé par les services de l'État qui a laissé faire, et la municipalité avec, pensant acheter une relative paix sociale.

### Comment la population de cette ville perçoit cette situation (avant et depuis les affrontements) selon les éléments que vous en avez ?

Guilaine : Se débattre tous les jours avec ses problèmes demande beaucoup de temps et d'énergie. Cela laisse peu de temps pour caillasser des commissariats de police ou casser des abri-bus. Ceux qui parlent, et c'est sans doute la majorité, déplorent ce type d'actions voire les dénoncent. Ils attendent plutôt des solutions concrètes à leurs problèmes. Ils se sentent laissés à l'abandon depuis des années.

Un signe qui ne trompe pas : l'année dernière, Philippe Poutou a été très bien accueilli au marché de Trappes. Les habitantEs demandent de véritables mesures sociales, comme le droit à l'emploi, l'accès au logement, à la santé, à l'éducation, aux loisirs.

Didier : Les victimes sont nombreuses. Les jeunes, déjà discriminés, vont l'être encore plus dans leur recherche d'emploi. Le gouvernement va trouver prétexte à durcir sa répression car il a choisi de répondre à la révolte sociale par la répression plutôt que de s'attaquer aux causes de la misère.



Trappes (29 400 habitants) est une des six communes de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. En 2012, le taux de chômage y était de 15,8% et 62% des jeunes sont sans diplôme ou ont un diplôme inférieur au bac. À l'élection présidentielle de 2012, Hollande avait obtenu 77%, Sarkozy 23%, et l'abstention avait été de 23,6%. Trois jours après le contrôle de la jeune femme portant le niqab, la ville est redevenue calme comme avant les événements surmédiatisés. Le niqab, un masque pour cacher le malaise social qui s'aggrave depuis de nombreuses années. Un vieux trappiste déclare : « L'islam n'est pas à l'origine de cette révolte de la population, mais sans aucun doute le manque de vision d'avenir et l'agressivité quotidienne de la police vis-à-vis des jeunes. » La population jeune subit la crise de plein fouet : un chômage important et des problèmes pour se loger. La ville est livrée aux promoteurs par le maire PS et

la prétendue « rénovation urbaine » (des digicodes, des kilomètres de grilles autour des squares) répond aux normes d'architecture sécuritaire et les camionnettes de CRS ont repris leurs rondes...

La jeunesse est profondément déçue et en colère, mais c'est une grande partie de la population qui est touchée : impôts parmi les plus chers de la ville nouvelle, une vie associative bien affaiblie... C'est la mosquée ou l'Union des musulmans de Trappes qui créent aujourd'hui du lien social dans les quartiers. On constate désormais que le discours de quelques intégristes est de plus en plus audible auprès de certains jeunes désorientés. Tabassages, mises en examen, condamnations, tournoiement des hélicoptères afin de mettre la pression sur la population, et la déclaration de Valls (« Acceptez les lois de la République dans tous les sens ») sont donc les seules réponses du gouvernement...

Correspondant

## TUNISIE

# Début d'une seconde révolution ?

Trop c'est trop ! Moins de six mois après l'assassinat de Chokri Belaïd, le meurtre de Mohamed Brahmi a fait l'effet d'un électrochoc. HorrifiéEs par ce nouvel assassinat politique et stimuléEs par l'éviction de Morsi, un nombre croissant de Tunisiens en ont déduit que c'était le moment ou jamais de se débarrasser du pouvoir en place.

Le mandat de l'Assemblée nationale constituante a expiré depuis le 23 octobre 2012, et donc également la légitimité des institutions qui en procèdent (présidence de la République, gouvernement). Cette Assemblée avait été élue pour adopter une nouvelle Constitution, et celle-ci est toujours à l'état de brouillon.

### Un pouvoir illégitime et discrédité

Ce nouveau meurtre intervient dans un contexte catastrophique au niveau économique et social. Seul véritable acquis de la révolution à ce jour, les libertés démocratiques sont attaquées. Le ras-le-bol se développe contre le noyautage de l'appareil d'État par Ennahdha et les violences islamistes.

Les diverses initiatives pour trouver un consensus entre toutes les forces politiques et sociales ont à ce jour échoué. L'enquête sur l'assassinat de Chokri Belaïd piétine. Le pouvoir refuse obstinément de dissoudre les milices (LPR) qui avaient notamment attaqué le siège de l'UGTT le 4 décembre. On assiste en ce moment à une nervosité croissante du pouvoir liée à la peur de tout perdre comme en Égypte. Le discrédit de l'Assemblée nationale est tel qu'au 29 juillet, 65 de ses 217 élus refusent de continuer à y siéger.

### Mobilisations à la base et auto-organisation

Dès l'annonce de l'assassinat, des manifestations ont eu lieu à Tunis et en province. À Sfax, par exemple, la foule a envahi le siège du gouvernement dont la grille principale a été défoncée. Dans la région de Sidi Bouzid, le siège du gouvernement, des postes de police et des locaux d'Ennahdha ont été incendiés. Et l'appel de l'UGTT à la grève générale le vendredi 26 a été bien suivi.

Dans les régions, on assiste à la réapparition de l'auto-organisation qui avait à peu près disparu depuis mars 2011. L'UGTT de Sidi Bouzid a par exemple décidé qu'une « coordination régionale de salut sera formée en tant qu'alternative révolutionnaire aux autorités régionales et locales actuelles ». Son rôle sera notamment de superviser l'activité des établissements administratifs et commodités publiques. « Face à l'échec du gouvernement de la



troïka à gérer les affaires du pays à tous les niveaux, le Front populaire a décidé de mener des actes de désobéissance civile pacifique dans toutes les régions du pays et d'investir les sièges des délégations et des gouvernorats par l'organisation de sit-in».

### Vers la dissolution du gouvernement ?

Après avoir recherché depuis plus d'un an un compromis avec le gouvernement, l'UGTT demande maintenant la dissolution de celui-ci. L'UGTT appelle à renforcer les mobilisations en cours, à commencer par les sit-in organisés dans les régions et devant l'Assemblée nationale constituante. L'UGTT revendique la mise en place d'un gouvernement dont les membres n'auraient pas de responsabilités dans les différents partis politiques. Sa mission serait notamment de prendre une série de mesures immédiates au niveau économique et social, ainsi que de lutter contre le développement du terrorisme, en commençant par la dissolution des milices d'Ennahdha (LPR).

L'UGTT ne revendique par contre pas la dissolution de l'Assemblée nationale constituante.

**Dominique Lerouge**

### COMMUNIQUÉ DE LA LGO (EXTRAIT) :

## Après le sang... aucune légitimité au gang nahdhaoui

La LGO appelle le Front populaire, les forces progressistes et la société civile à déclarer la désobéissance civile générale dans toutes les villes et les villages et les campagnes, à sortir sur les places publiques pour des sit-in et une large mobilisation.

Elle appelle aussi l'UGTT à appeler à la grève générale illimitée, à une révolution permanente jusqu'au renversement du régime, de toutes ses composantes et institutions qui ont perdu toute légitimité politique et morale, par :

– la dissolution immédiate de l'Assemblée constituante, le renversement du gouvernement et la

destitution du président,

– la formation d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire civil anti-impérialiste, acquis aux intérêts des masses paupérisées exploitées et marginalisées, dont seraient exclus le mouvement Ennahdha et ses alliés, et dont la priorité serait la sécurité et des poursuites contre les criminels impliqués dans la violence et les crimes politiques,

– la tenue d'élections le plus rapidement possible après la rédaction d'une Constitution démocratique populaire dans un court délai.

**Ligue de la gauche ouvrière, le 25 juillet 2013**



Par **Jean-François Cabral**

### LE PRIX À PAYER

Après le dramatique accident ferroviaire qui a tué 80 personnes et fait plus d'une centaine de blessés en Espagne, le premier réflexe des autorités, comme de la plupart des organes de presse, a été de mettre en cause le conducteur du train et sa vitesse excessive.

Ce dernier a pourtant été remis en liberté lundi, tout en étant mis en examen pour homicide par imprudence. Il a reconnu avoir fait une erreur de jugement en confondant ce passage avec un autre où la vitesse autorisée est plus importante. Mais l'essentiel est ailleurs : des systèmes automatisés de contrôle plus performants que ceux utilisés sur ce tronçon existent pour pallier une défaillance humaine toujours possible. La volonté clairement affichée de faire des économies sur ce chantier achevé en 2011 a primé sur le reste, et en particulier sur la sécurité, alors que les entreprises privées qui y ont participé s'en sont mis plein les poches.

De son côté, la SNCF essaye de suggérer que ça ne pourrait pas arriver en France. L'accident de Brétigny-sur-Orge vient pourtant tout juste d'avoir lieu ! Qui donc a bien pu oublier le témoignage de ce conducteur paru dans *Rue 89* le 15 juillet expliquant que les cheminots depuis longtemps sur ce passage étaient convaincus qu'« un jour il y aura une catastrophe » ? La direction préfère laisser courir certaines rumeurs évoquant une « malveillance », alors que les problèmes sont bien connus par toutes celles et ceux qui travaillent, risquent leur vie parfois, mais n'ont pas droit au chapitre.

Il y a, il est vrai, une différence : à 52 ans, du fait des contraintes, du stress, de l'énorme responsabilité qui pèsent sur eux, il est encore possible pour un conducteur de prendre sa retraite en France, pas en Espagne. Mais pour combien de temps ? Pour le reste, c'est partout la même politique : moins de personnel et moins de révisions, économies de bouts de chandelle, privatisation rampante et sous-traitance en cascade...

Le fonctionnement « normal » du capitalisme en quelque sorte qui finit par avoir un prix. Insupportable.

*Tout est à nous ! suspend sa parution.*

Rendez-vous le jeudi 4 septembre avec le numéro 207 de *l'Anticapitaliste*.

## ÉCONOMIE Hollande vend du vent

Le 14 juillet, Hollande a donné de la voix : « la reprise est là ». C'est la méthode Coué érigée en politique : l'économie serait en train de repartir et, pour assurer la reprise, il suffirait que le système bancaire distribue des crédits. D'où les cadeaux multiples aux banques de ces dernières semaines.

Certes les résultats des entreprises du CAC 40 s'annoncent bons. Mais les destructions d'emplois continue de dépasser les créations, malgré le recours massif aux « emplois » subventionnés (comme les emplois d'avenir). En fin d'année, le chômage devrait se situer à 10,7% de la population active selon l'Insee. La consommation est en panne. Les immatriculations de voitures neuves ont chuté de 9% en France en juin, le recul atteignant même 11,3% sur les six premiers mois de l'année selon le Comité des constructeurs français d'automobiles.

### De la récession à la stagnation européenne

Sur l'ensemble de l'année 2013, même si la récession s'arrête au 2<sup>e</sup> semestre, la croissance sera négative

et, pour 2014, elle serait inférieure à 1% (0,8% selon les prévisions gouvernementales). En fait, la France va passer de la stagnation, et il en sera de même pour l'ensemble de la zone euro. Les commentaires des journalistes financiers et des économistes de banque sont moins tonitruants que ceux de Hollande. En fait, après la récession de 2009, il y a eu un redémarrage limité en 2010-2011, puis cela a replongé avec deux années de récession de la zone euro. En 2014, la croissance serait extrêmement limitée.

Aucune des causes profondes de la crise économique n'est résolue. La crise européenne peut repartir soit de la défaillance d'une banque, soit de la chute d'un gouvernement confronté au mécontentement populaire. Dans la zone euro, les

politiques économiques ajoutent la crise à la crise. Mais les résultats du reste du monde ne sont pas non plus flamboyants. Le ralentissement américain a été plus fort du prévu au 2<sup>e</sup> trimestre selon le FMI. La croissance chinoise freine, ce qui n'empêche pas des surproductions sectorielles tandis que les craintes augmentent quant à l'augmentation de l'endettement public (dont le montant exact est inconnu au point que, le 28 juillet, le gouvernement vient de décider un audit d'urgence de cet endettement) et sur certains segments du secteur bancaire qui ont accordé des crédits à tort et à travers.

### Un monde de chômage et d'inégalités

Le Rapport sur le travail dans le monde que vient de publier le Bureau international du travail

contraste avec les bavardages de Hollande. Il note plusieurs tendances majeures. Tout d'abord, dans les pays capitalistes développés, l'investissement reste faible, freiné par l'insuffisance de la demande au regard des capacités de production existantes, ainsi que par un manque de confiance dans les perspectives économiques d'avenir. Par contre, la part des profits des entreprises utilisés pour distribuer des dividendes ou pour racheter leurs propres actions augmente. De plus, les inégalités de revenus s'accroissent, notamment dans les pays développés. Enfin, dans la plupart des pays, le chômage progresse tandis que se détériore la qualité des emplois, de plus en plus instables, de plus en plus précaires.

**Henri Wilno**

## MALI Élection en trompe-l'œil

Du fait des délais imposés par la France pour tenir les élections présidentielles, les Maliens ont eu droit à des élections bâclées, avec un débat à minima sur les orientations politiques pour reconstruire le pays pourtant victime de la plus grave crise de son existence.

Les élections se sont tenues dans des conditions difficiles : des Maliens inscrits, mais sans leur carte d'électeur Nina (numéro d'identification nationale), d'autres avec carte, mais sans être inscrits, et enfin des jeunes qui n'ont pu se faire enregistrer...

La situation a été des plus chaotiques dans les camps de réfugiés. Au Burkina Faso, sur les 50 000 réfugiés, seulement 3 500 étaient inscrits, avec au final seulement 50 personnes qui ont pu voter. Dans la région parisienne, peu de monde, dans cette nombreuse communauté malienne, a pu voter. Seuls les responsables politiques occidentaux qui ont exigé ces élections dans un temps si court ont exprimé leur satisfaction. À croire que pour eux, les standards de la démocratie ne sont pas les mêmes en Europe qu'en Afrique.

### La «gauchafrique»

Malgré les conditions difficiles, il apparaît que les Maliens se sont rendus massivement aux urnes à l'exception de la région de Kidal au nord du Mali, démontrant leur volonté de s'emparer du futur de leur pays.

Les premiers résultats, mais il faut être prudent, montrent un succès pour Ibrahim Boubacar Keita (dit IKB), un politicien bien connu au Mali puisqu'il a été pendant six ans Premier ministre du régime Alpha Omar Konaré, mais aussi président de l'Assemblée nationale. Lors de la crise, il s'est tenu soigneusement à mi-chemin entre les putschistes et les partisans de l'ordre ancien. Ainsi, cela lui a permis de ne pas apparaître aux yeux des Maliens comme le représentant direct de l'ancien pouvoir déchu d'Amadou Toumani Touré. Il a bénéficié aussi du soutien officieux de l'imam Mahmoud Dicko, président du conseil islamique du Mali. Et pour parfaire ce profil hétéroclite, il est vice-président de l'Internationale socialiste...

Après ces élections, le futur président malien deviendra donc légitime, l'ingérence française légale, la corruption florissante, bref le retour à la normale de la Françafrique... jusqu'à la prochaine crise!

Paul Martial

## ISRAËL PALESTINE USA

# On prend les mêmes et on recommence ?

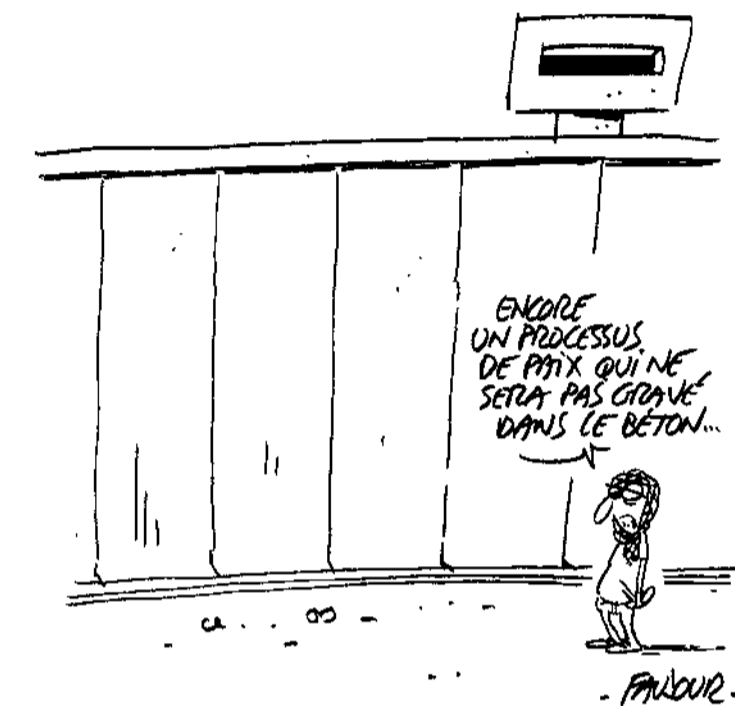
Le 19 juillet dernier, John Kerry a annoncé qu'il avait obtenu l'accord de principe de représentants palestiniens et israéliens pour qu'un nouveau « cycle de négociations » s'ouvre. Et d'aucuns d'espérer que ce qui a échoué depuis 20 ans, à savoir des discussions bilatérales entre Israël et les Palestiniens sous le patronage des États-Unis, réussisse.

Une fois de plus, l'État d'Israël joue la carte des « concessions douloureuses ». De quoi s'agit-il ? De montrer au monde ses dispositions à négocier en accomplissant des « gestes » de bonne volonté. Par le passé, Israël a souvent, dans ces circonstances, démantelé une ou deux colonies « sauvages » (regroupant quelques dizaines d'habitants), ou allégé le dispositif de bouclage qui asphyxie la Cisjordanie et Gaza.

### Quelles concessions ?

Cette fois-ci, le gouvernement israélien s'est engagé à libérer 104 prisonniers palestiniens dont la plupart ont été condamnés pour des crimes de sang. Parlons chiffres : 104 prisonniers, c'est 2% du nombre de Palestiniens détenus dans les geôles israéliennes (5 000), et moins de 10% du nombre de prisonniers échangés lors de la libération de Gilad Shalit (1 077). Parlons faits : ces prisonniers ont tous été enfermés avant la signature des Accords d'Oslo (1993-1994), et auraient dû être libérés dans le cadre du « processus de paix ». En résumé, Israël se contente de respecter très partiellement, 20 ans après, l'une de ses rares obligations, et prétend qu'il s'agit là d'une concession.

Que demandaient les Palestiniens ? Deux conditions minimales : un gel de la colonisation et l'assurance que les négociations se dérouleraient sur la base des « frontières de 1967 ». Israël s'est contenté d'affirmer qu'il n'y aurait pas de conditions aux négociations, et John Kerry a promis aux Palestiniens qu'Israël ferait preuve de « retenue » dans la construction des colonies et que les



« frontières de 1967 » feraient partie des « paramètres » des discussions. On croit rêver...

### Une direction de l'AP aux abois

Mais tout cela n'a pas suffi à décourager la direction de l'Autorité palestinienne de Ramallah, qui a accepté le principe d'une reprise des discussions et d'une première rencontre avec Tzipi Livni, en charge des négociations pour le gouvernement israélien. Rappelons que Livni était ministre des affaires étrangères lors des massacres commis à Gaza à l'hiver 2008-2009 et qu'elle représente aujourd'hui un

gouvernement au sein duquel Ariel Sharon ferait aujourd'hui figure de dangereux gauchiste...

Mais Mahmoud Abbas et ses proches ont dit oui. Pourquoi ? Cette direction, non-élue, qui a depuis bien des années capitulé et accepte sans broncher la poursuite de la colonisation et de la construction du mur, le blocus sur Gaza et la coopération sécuritaire avec Israël, ne croit certainement pas à la possibilité d'obtenir un accord satisfaisant. Mais sa survie est en jeu, et pour cela, elle est prête à tout. Elle est en effet en situation d'isolement

diplomatique et de banqueroute économique, incapable de payer les salaires de ses fonctionnaires, et a notamment obtenu de la part de John Kerry la promesse d'un « plan Marshall » pour les territoires palestiniens, d'un montant de 3 milliards d'euros.

### La farce diplomatique

Certains esprits chagrins feront remarquer que toute personne sensée aurait bondi à l'idée que le Plan Marshall soit proposé alors que l'occupation allemande avait toujours cours. D'autres souligneront le fait que Gaza est, une fois de plus, absente des discussions. D'autres encore constateront que le Hamas, première force politique palestinienne lors des dernières élections législatives, est exclu des discussions. D'autres enfin insisteront sur le fait que les États-Unis, qui se posent en arbitre du conflit opposant Israël aux Palestiniens, sont en réalité l'entraîneur et le sponsor de l'une des deux équipes. Mais cela ne suffira sans doute pas à empêcher qu'une nouvelle farce diplomatique se déroule sous nos yeux tandis que la tragédie se poursuit sur le terrain. Contestée par la majorité des forces politiques palestiniennes, la direction Abbas n'a pas hésité à faire réprimer violemment une manifestation organisée à Ramallah contre la reprise des négociations, au cours de laquelle Khalida Jarrar, député du FPLP, a été blessée. Mais il y a peu de chances que cette direction réussisse à vendre aux Palestiniens la fable selon laquelle lorsque l'on est dans une impasse, il faut continuer dans la même direction.

Julien Salingue

## ROYAUME UNI Million dollar baby

Pauvre garçon ! Né une cuillère d'argent dans la bouche, et une couronne de Damoclès au dessus de la tête, George Alexander Louis, à l'aube de sa vie, n'en a déjà plus rien à attendre.

De sa royale sinécure, à l'abri des réalités sociales, entouré de larbins et de courtisans, il perpétuera les charmes désuets d'une monarchie d'un autre âge...

Alors, un conseil, dès que tu le pourras, cours, camarade George, taille la route... Le vieux monde est derrière toi... Deviens hippie ou gauchiste, mais fuis cet antre maléfique !

Aura-t-il les yeux de Diana ou les oreilles du prince Charles ? Notre intérêt et notre compassion s'émeussent déjà, comme celle de nombreux Britanniques dont les médias nous parlent peu, et qui sont légitimement scandalisés par les frasques et la gabegie auxquelles se livre la famille royale. Laissons aux tabloïds et aux marchands de « rêves » leur misérable gagne-pain, et voyons combien la royale plaisanterie va coûter

aux contribuables anglais. Le prix de l'accouchement de la délicate Kate, dans une chambre (équipée d'un coffre-fort nous dit-on...) de Saint Mary Hospital, s'élève à 11 000 euros...

### Royal de luxe

Mais ce ne n'est là que brouille et anecdote, comparé à la démesure de la résidence qui est offerte par l'État à son auguste fils afin qu'il puisse y épanouir sa royale personnalité. Estimant sans doute qu'il serait trop à l'étroit au palais de Buckingham, il lui est attribué, au Kensington Palace en plein centre de Londres, une résidence de 20 pièces, avec un grand jardin — entouré de murs — pour

lui tout seul. Le seul prix de la restauration des bâtiments s'élève à un million de livres sterling (soit 1,1 million d'euros). Ses parents prendront prochainement leurs quartiers d'été dans un pied-à-terre récemment acquis comportant (entre autres) une dizaine de chambres dans la banlieue huppée de la capitale. Ajoutons que officiellement, les frais de fonctionnement annuels de la famille royale s'élevaient, avant la naissance du petit dernier, à 46 millions d'euros. Toute cette indécente débauche d'argent est une insulte pour les trois millions de travailleurs britanniques classés en « état de pauvreté absolue ». Alors, au lieu de nous rebattre les



« COUPES BUDGÉTAIRES ? GUILLOTINEZ LA MONARCHIE. » DR

oreilles avec la saga des Windsor, que l'on nous parle de la vie réelle, par exemple la mobilisation qui s'amplifie dans tout le pays contre la « bedroom tax », véritable projet de taxe d'habitation contre les pauvres.

À ce jour, le meilleur « hommage » qui ait été rendu à la famille royale est sans conteste celui des Sex Pistols, qui en juin 1977, en pleine célébration du

Jubilé de la reine, avaient donné un insolent et subversif concert sur une péniche dérivant sur la Tamise aux accents d'un « God save the queen » judicieusement revisité. Comme c'était prévisible, l'aventure se terminera au poste de police, mais laisse, jusqu'à aujourd'hui, un sentiment d'inachevé. La nostalgie camarades !

De Buckingham, Alain Pojolat



# 2011-2013: Vers une mondialisation de la «rébellion»?

**A**vec l'immolation du jeune vendeur tunisien de fruits et légumes, Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid s'est ouverte une période de révoltes massives dans différentes régions du monde. D'abord l'ensemble du monde arabe, contre des régimes dictatoriaux captant les richesses au profit des clans, et où la vague révolutionnaire est loin d'être finie. Au Brésil et en Turquie, dans des pays qui ont connu ces dernières décennies des transformations vertigineuses. En Afrique du Sud, dans le secteur minier et parmi les agents publics face à une sanglante répression patronale et gouvernementale. En Europe de l'Ouest, contre les politiques d'austérité et la loi inique de la troïka, avec la levée des IndignéEs espagnolEs, des manifestations massives, des journées de grève générale et d'occupations radicales d'entreprises en Grèce ou au Portugal. Nouvellement intégrés à l'Union européenne, les pays d'Europe centrale ont connu de puissantes mobilisations contre des gouvernements corrompus et austéritaires. L'écho de l'indignation s'est même fait entendre auprès du monde du travail et de la jeunesse d'Israël. L'Inde a connu une grève générale qui a mobilisé des centaines de millions de salariéEs, et la Chine, des grèves répétées dans les entreprises industrielles tandis que les campagnes sont parcourues d'explosions contre l'accapement des terres. En Amérique du Nord, le mouvement Occupy Wall Street, les grèves radicales des agents publics dans le Wisconsin et le profond mouvement étudiant québécois ont secoué le continent ces deux dernières années...

*Il n'y a pas une identité unique de tous ces mouvements, les formes et les degrés en sont divers. Mais ils sont l'expression sur le terrain social et politique des bouleversements engendrés par la mondialisation financière et l'épuisement d'un système qui se traduit dans une crise*

*économique globale.*

*Dans les 4 pages de ce dossier d'été, nous allons modestement essayer de montrer, au-delà de la diversité des conditions et des rythmes, l'émergence d'un nouveau mouvement de contestation social et politique, d'une nouvelle radicalité.*

## Mondialisation, crises et révoltes

*Nous vivons une ère de révoltes massives, aux formes et aux degrés divers. Ces révoltes renvoient à deux composantes de la situation économique mondiale : la poursuite de la mondialisation capitaliste et la crise du système.*

**L**a globalisation capitaliste ébranle sociétés et liens traditionnels. C'est aujourd'hui que s'accomplissent pleinement les intuitions prophétiques de Marx dans le Manifeste : tous les liens traditionnels sont brisés «pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du «paiement au comptant» (...) les eaux glacées du calcul égoïste. Elle [la bourgeoisie] a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange ; elle a substitué aux nombreuses libertés, si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale».

### Approfondissement des inégalités

Dans les pays développés, la remise en cause des garanties collectives tend à ramener le rapport salarié-patron à un rapport individuel tandis que les emplois sont ajustés à tous les aléas de l'entreprise, même si celle-ci fait des bénéfices. En Chine, la couche des salariés qui bénéficiaient du «bol de fer» (garantie de l'emploi et de droits sociaux) a quasiment disparu. Dans un certain nombre de pays du tiers monde, les acquis limités sont passés à la moulinette des prescriptions du FMI et de la Banque mondiale. Le chômage de masse permet de peser sur les revendications de ceux qui ont un emploi, et les jeunes en sont particulièrement victimes. La tendance à faire de la santé et de l'éducation des marchandises est prégnante.

Les études de l'OCDE (organisme qui réunit les principaux pays capitalistes) montrent que les inégalités progressent dans les pays qui en sont membres depuis les années 80. Avant la crise, le revenu moyen des 10% les plus riches représentait environ neuf

fois celui des 10% les plus pauvres. Cet écart était de 8 dans les années 90, et de 7 dans les années 80. Lors des trois premières années de la crise, entre 2007 et 2010, cet écart est passé de 9 à 9,5...

On constate un enrichissement encore plus grand de ceux qui se situent au sommet : aux États-Unis par exemple, la part des revenus des ménages des 1% les plus riches a plus que doublé, passant de près de 8% en 1979 à 18% en 2007. Aux États-Unis et ailleurs, il est de plus en plus clair que les dirigeants n'agissent que dans l'intérêt de ces «1%», pour reprendre la formule d'Occupy Wall Street. D'autant qu'éclatent un peu partout des affaires mettant en cause les liaisons incestueuses des hommes de pouvoir et du capital.

### Aggravation de la crise

La crise du système montre que «le roi est nu». Depuis les années 80, les politiques économiques sont structurées autour la formule du chancelier social-démocrate allemand Helmut Schmidt : «Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain». Les profits, les capitalistes les ont engrangés des années 80 au début des années 2000. Mais ils se sont traduits par un développement exacerbé du capital fictif et de la finance, tandis que le chômage de masse devenait une donnée permanente. Cela a débouché sur la crise actuelle, initiée aux États-Unis en 2007-2008, la plus profonde depuis les années 30. Elle prend des formes différentes selon les continents avec, pour l'instant, une gravité particulière en Europe. Malgré leurs divergences, les gouvernements de droite et de gauche sont d'accord sur des politiques visant à faire payer la crise aux dominés. Ils ont aussi appris à gérer les crises, tout au moins à éviter ou retarder les dynamiques d'effondrement du type de celle de 1929. En 2008 et depuis, ils ont ainsi ouvert largement les vannes monétaires pour soutenir

les banques. Le gouvernement chinois a mis en œuvre, pour sa part, des plans massifs pour éviter un trop fort ralentissement de la croissance. Ces gouvernements ont aussi refusé les replis protectionnistes et accentué les négociations internationales pour élargir encore la liberté de mouvement des capitaux et des marchandises (comme en témoigne le début des négociations sur l'accord de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis).

### La vieille taupe continue de creuser...

Mais, telle la vieille taupe dont parlait Marx à propos de la révolution, la crise continue de creuser ses galeries souterraines fragilisant le sol sur lequel dansent les capitalistes. Ainsi, autrefois épicerie de l'industrie automobile américaine, la mise en faillite de la ville de Detroit pourrait ne pas être sans incidence pour certaines banques européennes. Selon le *Wall Street Journal*, ces banques détendraient pas moins d'un milliard de dollars en certificats de participation, des actifs qui pourraient perdre toute valeur...

Les puissants s'acharnent à rendre ce monde à la fois incompréhensible aux dominés et à le présenter comme inévitable. Il n'est en effet pas simple de mettre en correspondance les différentes facettes de la réalité, que l'on songe par exemple à l'écart grandissant entre terrain et lieux de prise de décision auxquelles sont souvent confrontés les salariés des entreprises qui licencient. Il n'y a pas besoin de militants anticapitalistes pour que des révoltes se développent. Parfois même, ceux-ci apparaissent marginaux par rapport à des mouvements qui les rejettent dans leur détestation globale des «politiques». Mais la trajectoire future de ces mouvements dépend aussi de l'existence de forces organisées se fixant explicitement et résolument l'objectif de «révolutionner la société» et aptes à penser cet objectif dans le cadre du monde transformé qui est le notre.

**Henri Wilno**

# Gilbert Achcar : Poursuite et difficultés des processus révolutionnaires au Maghreb et au Machrek

Entretien. *Intellectuel marxiste originaire du Liban, Gilbert Achcar est enseignant à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres. Il répond à nos questions sur la situation bouillonnante dans la région arabe.*



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

## Comment analyses-tu les événements récents en Égypte et en Tunisie?

Il y a certes des changements qualitatifs, mais ce qui a démarré fin 2010-début 2011 est un processus révolutionnaire de longue durée. L'idée que les victoires électorales de forces issues de l'intégrisme islamique en Tunisie et en Égypte allaient clôturer le processus s'est révélée complètement erronée. Ces forces étaient vouées à l'échec dans la mesure où elles n'ont pas de réponse aux très graves problèmes sociaux et économiques à l'origine des soulèvements. Elles se situent dans la continuité des recettes néolibérales. Le processus révolutionnaire peut prendre des formes surprenantes, mais on va continuer à passer longtemps de bouleversement en bouleversement à l'échelle régionale avant une stabilisation de la situation qui supposerait, dans une hypothèse positive, un changement profond de la nature sociale des gouvernements.

## Comment vois-tu l'affrontement en cours aujourd'hui en Égypte?

En Égypte, il faut distinguer deux niveaux : les manœuvres et conflits autour du pouvoir, et la lame de fond populaire. Celle-ci connaît un deuxième déferlement, mais qui débouche, comme le précédent, sur une intervention de l'armée. Moubarak, déjà, avait été écarté en février 2011 par les militaires qui ont alors pris directement le pouvoir. Cette fois-ci, ils se sont gardés de répéter la même opération, s'étant déjà brûlé les doigts. Mais les civils désignés à la tête de l'exécutif ne peuvent cacher le fait que c'est l'armée qui exerce le pouvoir. L'argument selon lequel l'armée est intervenue contre un gouvernement démocratiquement élu relève d'une conception très droitière de la démocratie. Une conception radicale de la démocratie implique le droit à la révocation des élus. C'est cette forme que le mouvement a pris en Égypte avec la pétition pour le départ de Morsi et de nouvelles élections qu'ont lancée les jeunes du mouvement «Tamarrod» (Rébellion). De ce point de vue, sa révocation était tout à fait légitime.

Par contre, le gros problème, c'est que plutôt que d'organiser le mouvement de masse afin de renverser Morsi par les moyens de la lutte de masse – la grève générale, la désobéissance civile – on a vu les dirigeants de l'opposition libérale et de gauche s'accorder avec les militaires et applaudir leur coup d'État dont la logique ultime est de capter le potentiel de mobilisation populaire et de le détourner en faveur du retour à un ordre musclé. Cela est extrêmement grave, et à ce niveau là il y a une carence forte de la gauche égyptienne dans ses composantes majoritaires. Aujourd'hui, même les jeunes de Tamarrod commencent à s'inquiéter, mais un peu tard, de l'engrenage dans lequel ils se sont fait prendre eux-mêmes. Le coup d'État permet aux Frères musulmans de se refaire une jeunesse politique en se présentant en martyrs, victimes d'un putsch militaire. Ils ont reconstruit leur base sociale, certes minoritaire – c'est maintenant clair – mais néanmoins importante.

## Que penses-tu de la situation politique tunisienne et des réponses qu'essaient de donner les Tunisiens pour mettre fin au pouvoir d'Ennahdha?

Malheureusement, on risque d'avoir en Tunisie un scénario semblable à celui que connaît l'Égypte : une gauche qui n'a pas la lucidité politique de se battre sur un programme de gauche, et qui s'apprête à nouer des alliances même avec les pans de l'ancien régime présents dans Nidaa Tounès. Ce type de démarche profite finalement aux forces islamistes qui ont beau jeu de dénoncer la compromission de la gauche avec les restes de l'ancien régime. Le problème c'est qu'au lieu de chercher à conquérir l'hégémonie dans le mouvement de masse en se battant en premier lieu sur la question sociale, la gauche s'inscrit dans des alliances à courte vue avec des pans de l'ancien régime. Dans un pays comme la Tunisie, à mon sens, la centrale syndicale UGTT est une force socialement hégémonique qui peut facilement le devenir politiquement. Mais plutôt que de lancer la centrale dans la bataille politique avec pour horizon un gouvernement des travailleurs, la gauche tunisienne, aujourd'hui à la tête de l'UGTT, semble s'orienter vers des alliances contre-nature.

## Malgré ces difficultés, les révoltes continuent dans de nombreux pays...

Dans les six pays qui ont été les plus profondément touchés par les soulèvements de 2011, les mouvements de masse continuent. En Libye, c'est le bouillonnement permanent. Les médias ne le répercutent pas, mais il y a constamment des mobilisations populaires, notamment contre les intégristes, et les institutions élues sont soumises à des pressions diverses de la base populaire. Au Yémen, le mouvement continue, même s'il a été affaibli par le compromis dans lequel se sont engouffrées une partie des forces d'opposition. Des forces radicales continuent à se battre contre ce simulacre de changement. Au Bahreïn, le mouvement populaire se poursuit contre la monarchie.

Et en Syrie, la guerre civile bat son plein, et atteint un niveau hautement tragique avec aujourd'hui une contre-offensive féroce du régime soutenu par la Russie, l'Iran et le Hezbollah libanais. La Syrie est un cas flagrant de cynisme des grandes puissances, qui laissent massacrer un peuple qui ne leur inspire que la méfiance.

## Donc deux ans et demi après le début du processus, celui-ci continue de plus belle?

Une dynamique révolutionnaire s'est enclenchée en 2011, un processus de longue durée qui va connaître des hauts et des bas, des épisodes de réaction, de contre-révolution et des rebonds révolutionnaires. Mais pour une issue positive à ce processus, il faudra que se dégagent des forces porteuses de réponses progressistes aux problèmes posés sur le plan social et économique. À défaut, il y a d'autres scénarios possibles, de régression, de réaction, d'alliances répressives contre les populations entre ceux qui aujourd'hui semblent opposés, militaires et intégristes. Il n'y a aucune fatalité dans un sens ou dans l'autre, c'est une situation ouverte, en plein bouillonnement. La gauche doit urgemment affirmer une troisième voie indépendante, contre les anciens régimes et contre les intégristes, pour la satisfaction des revendications sociales de celles et ceux qui ont porté ces soulèvements.

Version longue de l'interview sur le site du NPA : [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

# Amérique la vers un nou

Après les années 70 marquées par de s  
années 80 et 90 où les plans d'ajustem  
dégrader les conditions de vie des class  
connu depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle l'a  
nombreuses forces de gauche ou « prog

Ce nouveau cycle politique est le fruit combiné d'une crise d'hégémonie des élites néolibérales et partis traditionnels, et de la montée en puissance de révoltes (comme le Caracazo<sup>1</sup> vénézuélien, les « guerres » de l'eau et du gaz en Bolivie), de mobilisations syndicales, paysannes et/ou indigènes massives (comme celles des cocaleros boliviens, des zapatistes mexicains, des travailleurs mexicains ou encore des sans-terres brésiliens). Ceci alors que plusieurs chefs d'État corrompus ou népotiques ont été balayés par la rue en Équateur, en Bolivie et en Argentine. La question sociale est ainsi bien de retour, la souveraineté populaire est au centre des discussions et le consensus de Washington appartient désormais au passé.

## Des résistances mais pas de ruptures

Néanmoins, tous ces exécutifs qui se réclament du progressisme ou du nationalisme, ne sont pas, loin s'en faut, issus de ces luttes et, par delà l'image du « tournant » à gauche, ces gouvernements sont très hétérogènes, aussi bien dans leurs politiques publiques, par leurs actions internationales ou dans leur rapport aux conflits de classes. Les uns gouvernement en accord avec les agences financières internationales et le capital transnational (Brésil, Chili), d'autres cherchent à coopter les mouvements autour de leur projet néo-populiste (Argentine) tandis que certains nationalisent des secteurs entiers de l'économie et s'affrontent partiellement à l'impérialisme et aux oligarchies en place en s'appuyant sur la participation de secteurs subalternes mobilisés (Venezuela, Bolivie). Malgré des avancées démocratiques réelles, plus de quatorze ans après l'élection de Chávez, on ne constate cependant pas de transformations profondes des structures des économies locales : il y a toujours une hégémonie extractiviste sur les ressources naturelles, et pas le renversement des classes dominantes (à l'inverse de ce qu'avaient osé les révolutions cubaine et nicaraguayenne dans les années 60 et 80). La popularité des gouvernements actuels est due avant tout à leur capacité à atténuer certains effets du néolibéralisme, par

# Turquie : « l'esprit de Gezi » bien vivant

Si la « révolte de juin » a constitué une mobilisation sans précédent dans l'histoire de la Turquie, elle fut aussi une première défaite pour le Premier ministre Erdogan, une première brèche dans le projet hégémonique néolibéral-conservateur de l'AKP.

La révolte fut engendrée par le projet de destruction d'un des seuls parcs publics du centre-ville d'Istanbul pour y construire un centre commercial, mais il est évident qu'elle fut le résultat d'un ras-le-bol général. Le rejet des politiques y a été central :  
- Politiques néolibérales et écicides. Précarisation et privatisations. « Rénovation urbaine » ayant pour effet le déplacement des couches défavorisées (surtout kurdes et gitanes) vers la périphérie. Construction de centrales nucléaires et hydroélectriques polluant les rivières. Projet de construction d'un troisième pont à Istanbul et d'un canal de 50 kilomètres dévastateurs pour l'environnement...  
- Politiques sécuritaires et antidémocratiques. Arrestations arbitraires (envers

les Kurdes, les révolutionnaires et des membres de l'armée suspectés d'avoir participé à des réunions de préparation de coups d'État). Longue période de détention préventives et procès interminables. Violences policières. Criminalisation de toute contestation. Impunité des responsables d'actes meurtriers (comme l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink).  
- Politiques conservatrices, patriarcales et identitaires (sunnites). Tentative d'interdiction de l'avortement. Sacralisation de la famille. Cours sur le Coran et sur la vie du prophète dans l'enseignement secondaire. Restriction de la vente d'alcool. Refus d'accepter les revendications de la minorité musulmane Alévi...  
À cela s'ajoutent le style autoritaire d'Erdogan et la politique interventionniste à l'égard de la Syrie. Les ingrédients de la

potion magique qui transforma nombre de citoyens en « résistants ».

## Préparer la prochaine vague

Lors des manifestations et des affrontements, plus de 2 millions et demi de personnes ont pris part aux événements. La moyenne d'âge des résistants est de 28 ans. Des jeunes travailleurs en entreprise, des « cols blancs » en proie à la précarisation, des lycéens... Mais le plus exceptionnel et enthousiasmant fut la participation massive de jeunes femmes, plus de la moitié des résistants ! Il faut aussi souligner une présence importante des LGBT tout autant sur les barricades que dans la « commune de Gezi », ce qui a eu comme conséquence une gay-pride de plus de trente mille personnes à Istanbul ! La résistance entraîna ainsi un contact entre

différents secteurs de la société. La participation des Kurdes (réticents au début du mouvement) et des musulmans anticapitalistes et révolutionnaires fut aussi important. Après l'évacuation violente du parc Gezi, le gouvernement a déclenché une véritable chasse aux sorcières : plus de 700 gardes à vue et une quarantaine d'arrestations. Cependant, la mobilisation continue à travers les forums nocturnes dans les parcs de quartiers et diverses activités locales comme les repas de rupture du jeune (*iftar*) organisés par les musulmans anticapitalistes. Bien entendu, le risque d'essoufflement du mouvement existe, mais la rentrée

et l'ouverture des universités peuvent le revivifier. La gauche radicale doit se préparer à la prochaine vague de mobilisation, car quoi qu'il en soit, « l'esprit de Gezi » ne s'épuiera pas facilement. Les murs de la ville en témoignent : « rien ne sera plus comme avant ! »  
**D'Istanbul, Uraz Aydin**



# Amérique latine : Nouvel cycle ?

«*Anglantes dictatures militaires, les gouvernements néolibéraux ont continué à gouverner les populations, l'Amérique latine a vu arriver au pouvoir par les urnes de gouvernements progressistes.*»

Après un retour de l'État et des programmes sociaux « assistancielles ». C'est aussi le fruit d'une croissance économique soutenue (grâce au prix des matières premières) et de la conquête d'une nouvelle autonomie diplomatique à l'égard des États-Unis, avec le soutien intéressé de la puissance régionale : le Brésil.

## Des radicalités à incarner

La question de la construction de projets de société alternatifs demeure floue. Et si Hugo Chávez a eu le grand mérite, dès 2005, de proposer un horizon socialiste, le contenu de celui-ci reste indéterminé. En contre-point, les menaces de restauration capitaliste à Cuba se font toujours plus précises. Dans ce contexte, le retour des mouvements sociaux marque le mécontentement des classes populaires face aux gouvernements de droite (luttés étudiants au Chili, luttés syndicales au Mexique), mais aussi l'essoufflement des gouvernements sociaux-libéraux (manifestations au Brésil, communautés mobilisées contre les projets miniers au Pérou) et les contradictions des gouvernements nationaux-populaires (deux semaines de grève générale en Bolivie, victoire électorale serrée du candidat bolivarien, Maduro, au Venezuela).

Les luttes connaissent une nouvelle impulsion et c'est aussi la possibilité d'une autonomie politique à reconquérir qui est en jeu. Des organisations radicales ou anticapitalistes sont nées cette dernière décennie, mais qu'elles se situent dans l'opposition (PSOL au Brésil, UPI en Équateur, FIT et MST en Argentine) ou en aile gauche de la coalition majoritaire (Marea Socialista au Venezuela), elles ne sont pas pour l'heure parvenues à incarner les aspirations des mouvements sociaux. Pourtant, ces expériences latino-américaines encore en construction sont particulièrement stimulantes, particulièrement en ce qui concerne les réflexions sur l'écosocialisme et le « bien vivre ». Face à l'impérialisme et aux menaces de répression, à nous, militantEs européenNEs, d'être, par notre internationalisme, à la hauteur de celles-ci !

## Franck Gaudichaud et Pedro Huarcaya

1- Semaine de révoltes populaires en 1989 dans les principales villes vénézuéliennes. Un millier de personnes sont assassinées pendant la répression menée par un gouvernement social-démocrate.

# Brésil : l'impact des journées de juin

*Au mois de juin, le Brésil a été le théâtre des plus grandes mobilisations populaires depuis trente ans. Dans plus de 400 villes brésiliennes, des centaines de milliers de personnes sont sorties dans les rues manifester tous les jours, surtout entre le 13 et le 20 juin.*

**R**ien que le 17 et le 20 juin, ce sont plus d'un million de personnes qui ont manifesté dans tout le pays. Les mobilisations ont été essentiellement le fait de la jeunesse étudiante et salariée, puis d'autres secteurs ont rejoint la lutte, principalement les habitants de la périphérie des grandes villes. Trois questions ont été la cause principale de ces mobilisations :

- contre la hausse des tarifs des transports publics et leur mauvaise qualité, pour la diminution des prix,
- contre les dépenses exorbitantes et le non-respect des droits des populations (déplacements forcés de populations pour les grands travaux) liés à la coupe des Confédérations et à la coupe du Monde de 2014,
- contre la répression des manifestations.

D'autres thèmes ont été très présents également, comme la lutte contre la corruption des

«politiques» et l'ensemble du système, ainsi que la lutte contre le conservatisme religieux et raciste.

## Des victoires qui ouvrent des perspectives

Sur la question du transport public, la victoire du mouvement a été rapide. Qu'il s'agisse des préfectures ou des gouvernements des États, tous durent battre en retraite. Dans beaucoup d'endroits, les tarifs ont baissé, et a été mise en place la gratuité des transports pour les étudiants ou les jeunes, en plus d'annonces sur l'amélioration des transports publics.

En ce qui concerne la lutte contre la répression, le mouvement a là aussi remporté une victoire impressionnante. Dès le 13 juin, la légitimité des manifestations a été reconnue et la répression a beaucoup diminué, de façon inégale toutefois. Ainsi, à Rio de Janeiro, la répression a augmenté, ce qui a

été probablement à l'origine de la poursuite crescendo des manifestations et du discrédit majeur du gouverneur Sérgio Cabral du PMDB (aussi soutenu par le PT). D'ailleurs, à Rio de Janeiro, les manifestations se poursuivent actuellement, toutefois avec une participation moindre, et le mouvement «Cabral, dégage!» s'est amplifié.

D'autres victoires ont été remportées, notamment dans le combat contre l'influence du conservatisme religieux. La question la plus emblématique fut le retrait du projet d'autorisation aux psychologues de «traiter» les homosexuels. Politiquement, les gouvernements ont été discrédités, et le soutien au gouvernement fédéral a chuté de moitié selon les instituts de sondage. Les organisations traditionnelles du mouvement social, qui en majorité soutiennent le PT, ont été acculées à la défensive. Ce fut le cas des syndicats en général, de la CUT, de

l'UNE et même du MST. Quasiment absentes lors des journées de juin, ces organisations ont appelé à une journée de «lutte et de paralysie» le 11 juillet, mais dont l'impact a été faible.

L'appréciation des secteurs du PT et des directions de ces organisations, selon laquelle les mobilisations auraient démontré pour une large part le poids de la droite et l'influence des grands médias, ne tient pas. Il y a bien eu des moments où des secteurs de la droite ont été réellement actifs ainsi que les grands médias, c'est un fait. Mais au vu de l'ensemble, on peut constater que les secteurs de droite ont finalement eu peu d'impact, et qu'il est surtout clair qu'une nouvelle période est ouverte, plus favorable pour la gauche socialiste. À suivre.

**De Sao Paulo, João Machado**  
(traduction par Luiza Toscano)

# Le vent de la révolte atteint les USA

*Le 17 septembre 2011, environ un millier de personnes manifestent dans le parc Zuccotti près de Wall Street, à New York et érigent des installations de fortune, «occupant» l'endroit. Au cours des semaines suivantes, plusieurs centaines de manifestants vivent et dorment dans le parc. Le mouvement s'étend à 600 villes puis dans d'autres pays...*

**L**a brutalité de la police contribua à étendre le mouvement et à lui attirer une très large sympathie. Des militants syndicalistes participèrent aux manifestations ainsi que des travailleurs du rang, et cela dans tout le pays, même s'il ne s'agit que d'une petite minorité. Phénomène minoritaire mais d'une grande importance dans un contexte où la classe ouvrière n'est pas active politiquement. Les manifestants affirmaient les liens de leur mouvement avec ceux de Grèce, d'Espagne ou d'Égypte, mouvement qui prit tout de suite une dimension internationale.

Zuccotti Park se trouve à deux pas de Ground Zero où venait d'être commémoré le dixième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001. Cette proximité soulignait le sens du mouvement, la rupture avec un décennie marquée par la «guerre contre la terreur», débauche de patriotisme alors que les folies spéculatives des banques préparaient la crise financière de 2008.

## Une critique radicale au cœur du système

Occupy Wall Street était une réponse au Tea

Party, reprenant à son compte les idéaux trahis de la révolution américaine et les références à la Constitution, une contestation aux accents libertaires combinés dans un refus unificateur de la dictature des 1% contre les 99%. La contestation a convergé dans la dénonciation de cette prétendue démocratie qui laisse les mains libres à une minorité qui s'accapare les richesses produites par la majorité, qui renfloue les banques mais ne fait rien pour venir en aide aux Américains surendettés. Victoire politique indiscutable du mouvement, celui-ci a rompu le silence sur les inégalités, sur la scandaleuse accumulation de richesses entre les mains d'une minorité, pour exiger la démocratie, le droit pour le plus grand nombre de contrôler et de décider.

Le mouvement avait été précédé durant l'hiver 2011, juste après qu'eut explosé la révolution égyptienne, par la «Bataille du Wisconsin». Celle-ci fut provoquée par l'offensive anti-ouvrière et anti-syndicale du gouverneur Walker après que les Républicains eurent gagné la majorité, en jouant sur la colère et la déception suscitées par l'absence de changement depuis l'élection d'Obama. Travailleurs, enseignants, lycéens se sont mobilisés, mis

en grève, et des appels à «taxer les riches!» se sont fait entendre. La place du capitol de Milwaukee a été occupée à l'instar de la place Tahrir, un mouvement parti de la base qui a bousculé les bureaucraties syndicales et démocrates, un renouveau d'actions, d'initiatives, de conscience militante. Si la lutte n'a pu imposer le départ de Walker, elle a participé d'un renouveau de l'activité politique des travailleurs comme il y a huit mois la grève victorieuse des enseignants de Chicago, ainsi que les manifestations qui ont suivi à travers tout le pays le scandaleux acquittement de l'assassin du jeune noir Trayvon Martin. Autant de pas dans le sens d'une rupture avec l'influence des Démocrates sur les Noirs, les travailleurs, une rupture nécessaire pour que les germes de la contestation politique semés par Occupy Wall Street puissent fécon-

der un mouvement politique indépendant représentant les intérêts politiques des 99%.  
**Yvan Lemaitre**



# Chine : le mouvement ouvrier et la démocratie

*La Chine vit depuis trente ans une croissance à tombeau ouvert. Chacun sait le moteur de cette ascension spectaculaire du capitalisme chinois, son grand «avantage comparatif» dans l'économie mondiale : une classe ouvrière immense, de centaines de millions d'individus, précaires, mal payés, privés de droits. Et «dociles» ?*

**P**as si sûr ! Ou alors c'est de moins en moins vrai, malgré la chape de plomb de la dictature. Car les grèves se sont multipliées ces dernières années. En 2010, par exemple, des jeunes ouvriers de Honda ont lancé une grève qui a paralysé les quatre usines de la multinationale japonaise en Chine, et arraché une augmentation de 25%

de leur salaire de base (qui était à peu près de 120 euros). La même année, suite à une vague de suicides, et à un climat social qui virait à l'émeute, la firme taïwanaise Foxconn, dont les 1,5 million de travailleurs en Chine produisent l'essentiel des téléphones et ordinateurs d'Apple, devait consentir 65% d'augmentation du salaire de base. Dans ses usines-casernes, elle avait auparavant tenté d'imposer le «mode silencieux» à tous les ouvriers : interdiction de parler pendant toute la durée de leurs journées de travail de 10 à 12 heures...

Ce ne sont que quelques exemples des luttes de la classe ouvrière chinoise d'aujourd'hui, des grèves connues du grand public parce qu'elles frappaient des grandes entreprises étrangères, et parce que leurs leaders ont réussi à passer le barrage de la censure.

## Dictature contre les salariés

Car la dictature du Parti communiste chinois continue de vouloir étouffer toute contestation ouvrière ou

populaire, ou au moins à l'isoler du reste du pays. En 1982, le droit de grève a été retiré de la Constitution, et le régime ne tolère que des syndicats officiels à sa botte (et à celle des employeurs), regroupés dans la Fédération des syndicats chinois...

Il a dû pourtant lâcher un peu de lest ces dernières années. Face à une colère grandissante dans le pays contre l'explosion des inégalités sociales et les horreurs, sociales et écologiques, de la croissance capitaliste, l'ancien Premier ministre Wen Jiabao avait recommandé de «traiter les jeunes travailleurs migrants [une grande partie de la classe ouvrière d'industrie] comme ses propres enfants [car] il faut respecter la contribution des travailleurs migrants à l'enrichissement du pays et à la construction des gratte-ciel de nos villes», et le nouveau président Xi Jinping promet une «société harmonieuse». Le salaire minimum connaît une augmentation continue (sur une base dérisoire, tout de même !), un code du travail a été promulgué il y a deux ans, rendant obligatoire

l'établissement d'un contrat de travail individuel, et les grèves ne sont plus aussi systématiquement réprimées. Sauf que l'État chinois reste ce qu'il est : une dictature pour qui l'existence même d'un mouvement ouvrier indépendant est inconcevable. Même quand elles ou d'autres employeurs reculent sur des revendications, les autorités tentent toujours de frapper durement les meneurs, et interdisent toute constitution de syndicats véritablement indépendants, surtout à l'échelle de tout le pays.

Le mouvement ouvrier chinois qui se cherche, avec une nouvelle génération de travailleurs, davantage conscients de leur force et de leurs droits, ne peut donc pas éviter de poser le problème de la démocratie, pour toute la Chine. Et s'il parvient à le faire, même dans ses luttes les plus élémentaires pour une vie meilleure, alors il sera de fait une force politique majeure dans le pays.

## Yann Cézard

Une source d'information sur les luttes ouvrières en Chine : China Labour Net.

# Europe : « nouvelle vague » de résistances

L'Union européenne demeure aujourd'hui encore le premier bloc économique mondial, devant les USA, le Japon et la Chine. Mais il s'agit d'un continent en crise à tous les niveaux : la dynamique capitaliste la plus essouffée et la plus hétérogène, des acquis sociaux pilonnés, des forces politiques dominantes bousculées, et des perspectives d'avenir très sombres aux yeux de populations partagées entre la rage et la sidération.

Depuis l'explosion de la bulle de la finance et du crédit en 2008-2009, les classes dominantes ont basculé dans une logique de guerre sociale à outrance. Pour empêcher l'effondrement du système à court terme, les gouvernements européens ont pris en charge la dette bancaire. Depuis, ils s'appuient sur la mise en exergue de la crise pour imposer deux idéaux/dogmes pourtant mortifères : la « recherche de compétitivité » exacerbée et la réduction rapide de la dette publique des États. Dans les faits, ils amplifient la récession économique, le saccage social et écologique, et tendent à jeter les peuples les uns contre les autres. Ainsi, sous l'égide de la troïka (Banque centrale européenne, Commission européenne et FMI) mandatée pour la réduction des dettes publiques, on a vu depuis trois ans en Grèce, en Irlande, au Portugal ou en Espagne, une destruction sociale sans

précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Licenciements massifs et baisse de 10 à 40% des salaires des fonctionnaires et des pensions de retraite ; montée rapide du chômage au-delà de 20% ; liquidation de services sociaux et sanitaires essentiels ; privatisations sauvages de pans entiers du secteur public... Mais les économies étant étouffées par la récession, les dettes publiques continuent de monter, et dans tous les autres pays, membres de l'Euro ou pas, les plans gouvernementaux ont monté de plusieurs crans dans l'austérité.

## Renouveau des mouvements de masse

Face à un tel saccage social, les réactions d'un mouvement syndical traditionnel et routinier ont été largement insuffisantes. Des mouvements de désespoir sont apparus dans les populations sous pression, marqués par des suicides comme en Grèce, en Bulgarie et

même en France. Une extrême droite nationaliste et raciste, protéiforme mais partout péril mortel, surfe sur la crise. Mais à partir de l'exemple des insurrections en Tunisie et en Égypte début 2011, une nouvelle phase d'explosions sociales s'est ouverte. Les grandes vagues d'occupation de la place Syntagma à Athènes, le mouvement des Indignés ou « 15-M » dans l'État espagnol, son équivalent au Portugal, ou les masses qui continuent d'assiéger le parlement en Bulgarie, ont inauguré un nouveau type de mouvements de masse, qui s'est redéployé ailleurs dans le monde. Il s'agit de mouvements de citoyens exaspérés par la précarisation sociale, écœurés de la vie politique classique, de ses mensonges et de sa corruption, qui demandent ouvertement des comptes au système capitaliste et exigent la démocratie. Ils s'organisent par en bas, à partir de l'occupation permanente

et la plus massive possible de la place publique transformée en Agora démocratique, et ont permis la mobilisation de millions de citoyens.

## De la radicalité sociale au pouvoir politique

Ces mouvements sont pour l'instant rarement parvenus à la chute immédiate de gouvernements arqué-boutés à leur pouvoir, et marqués par la complicité de fond entre les partis de droite et la social-démocratie européenne. Mais ils ont permis à de larges masses de reprendre confiance dans le collectif, fait émerger de nouvelles générations et ont pu ensuite structurer d'autres mouvements, pour le logement et contre les expulsions dans l'État espagnol, pour la santé en Grèce, etc. Une des faiblesses est que jusqu'à présent ces mouvements ne parviennent pas à se structurer sur les lieux de travail. Or, il

s'agit bien des lieux décisifs où se joue la marche ou le blocage du système dominant !

Le deuxième enjeu pour que de tels mouvements débouchent sur une alternative progressiste à la crise, c'est le passage de la grande radicalité des revendications, à leur articulation, pour postuler à remplacer l'oligarchie capitaliste au pouvoir par le pouvoir démocratique des masses exploitées mobilisées. Ces réflexions pourtant urgentes n'en sont aujourd'hui qu'à leurs balbutiements là où les explosions sociales sont en cours, en Grèce, dans les Balkans ou dans la péninsule ibérique. Dans l'épine dorsale d'une Union européenne discréditée (Allemagne, France, Benelux, Italie, Grande-Bretagne...), ces réflexions devront aussi s'appuyer sur les nouveaux mouvements sociaux, pour relancer la solidarité internationale des peuples et battre un ennemi commun partout à l'offensive.

Jacques Babel

## Permanence de la révolution

« L'idée d'une autre société est devenue presque impossible à penser, et d'ailleurs personne n'avance sur le sujet, dans le monde aujourd'hui, même l'esquisse d'un concept neuf. Nous voilà condamnés à vivre dans le monde où nous vivons. » écrivait François Furet<sup>1</sup>, enterrant ses propres illusions lorsqu'il troquait son conformisme stalinien pour le nouvel air du temps, la soumission au libéralisme. Ces deux dernières années apportent un flagrant démenti à cette idéologie de soumission !

L'idée de révolution, d'intervention des travailleurs et des peuples sur le terrain où se décide leur propre sort, est à nouveau une idée neuve, jeune ! Nous sommes condamnés à penser l'avenir. Des caricatures stalinienne ou maoïstes, il ne reste que des ruines sur lesquelles prospère le libéralisme sauvage. Les travailleurs, les classes populaires ont commencé à écrire une nouvelle page des luttes d'émancipation, et il nous faut adopter le regard de la jeunesse, plutôt que de répéter des formules toutes faites héritées du passé. Penser un monde en plein bouleversement en nous appropriant cette idée de Marx selon laquelle « le communisme n'est pas un état de choses qu'il convient d'établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état de choses existant ». Notre politique s'inscrit dans ce mouvement, y participe de l'intérieur, y trouve son propre programme, ses propres objectifs et perspectives.

### Un mouvement s'affirme

Au final, les échecs du passé renvoient à une immaturité des conditions objectives, tant matérielles que culturelles. Les révolutions du début du siècle précédent avaient ouvert la voie mais elles ont été étouffées. Les décennies qui ont suivi ont bouleversé le monde : de gigantesques progrès ont été accomplis sous la domination du capital qui les retourne contre leurs acteurs, les prolétaires du monde

entier, pour tenter de les asservir.

« Étant donné la prospérité générale où les forces productives de la société bourgeoise se développent aussi surabondamment que le permettent somme toute les conditions bourgeoises, il ne peut être question d'une révolution. Une telle révolution n'est possible que dans les périodes où ces deux facteurs, les forces productives modernes, et les formes de production bourgeoises, entrent en conflit les unes avec les autres [...] Une nouvelle révolution n'est possible qu'en conséquence d'une nouvelle crise. Mais l'une est aussi certaine que l'autre », écrivait Marx dans les *Luttes de classes en France*. Les mêmes contradictions produisent aujourd'hui les mêmes effets, à une échelle bien plus large, mondiale, globale. La vague révolutionnaire qui secoue actuellement le monde arabe, ses échos dans les luttes à travers le monde, indiquent que les conditions objectives d'une nouvelle période révolutionnaire mûrissent à travers la concurrence généralisée à l'échelle de la planète. Cette concurrence qui prolétarise des millions de paysans, en ouvrant les frontières, développe les relations internationales, les transports, les nouvelles technologies, et porte les contradictions du capitalisme à un niveau d'exacerbation jamais atteint.

### Un programme s'écrit

Un mouvement irréversible est engagé. Il connaîtra des hauts et des bas, des victoires et des défaites, de lentes



accumulations de forces puis de brusques accélérations, des explosions, mais notre stratégie doit s'inscrire dans cette nouvelle période. Dans son affrontement avec l'oligarchie financière, ce mouvement écrit son propre programme. « Ce que nous avons tous en commun, c'est que nous sommes les 99% qui ne tolèrent plus l'avidité et la corruption des 1% restants », écrivaient ceux qui rêvaient de faire de Manhattan une place Tahrir alors que les Indignés de la Puerta Del Sol, à Madrid, exigeaient « une démocratie réelle maintenant ! ». Les convergences, les solidarités qui se forment au mépris des frontières expriment les aspirations unificatrices pour en finir avec la dictature des 1%. Les aspirations au bien-être, le droit à un travail, un logement, à la culture sont indissolublement liées à l'exigence démocratique.

« Non à l'austérité », « annulation de la dette », « aux peuples de décider » deviennent des mots d'ordre quasi universels, ainsi que les exigences écologiques qui donnent au besoin d'une gouvernance mondiale, à celui d'une planification démocratique, un contenu évident, tant il est vrai qu'il n'y a pas de réponse locale ou partielle à la crise écologique planétaire. Au cœur de cette soif d'égalité, s'affirme la lutte des femmes pour l'égalité, force vivante et motrice des mouvements, avec en corollaire le rejet de tous les intégrismes, l'exigence d'une liberté réelle maintenant.

### Une page se tourne

Encore balbutiant, en rupture avec les vieilles forces politiques, le mouvement n'a pas eu le temps, la force, les moyens, de construire un programme politique, de forger son instrument, démocratique,

révolutionnaire, pour la transformation de la société. Il a devant lui un vaste chantier théorique et pratique, la question des chemins du pouvoir qui se pose en des termes totalement nouveaux. Nous sommes toutes et tous appelés à y prendre notre place.

Loin des schémas tout faits, la révolution poursuit son œuvre, dressant ses adversaires les uns contre les autres pour mieux déblayer son propre chemin, l'auto-organisation des exploités prenant leurs affaires en main. Elle accumule des expériences, gagne des positions dans les syndicats, les associations, les institutions elles-mêmes. Elle ne se fixe aucune limite ni barrière pour mieux se préparer à la conquête de la démocratie.

Yvan Lemaitre

1- François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*



## Grèce: Discussions autour des perspectives politiques



CONGRÈS D'ANTARSYA

## Redéfinir la période et ses perspectives

Les 1<sup>er</sup> et 2 juin dernier a eu lieu le 2<sup>e</sup> congrès de Antarsya. C'était un pari et, en même temps, une occasion. Pari, car l'année écoulée a mis en question la stratégie anticapitaliste ou radicale, face à une alternative plus graduelle ou parlementaire qui a su gagner une audience de masse, à savoir celle de Syriza avec sa montée électorale en flèche l'année dernière. Une occasion aussi pour rediscuter et redéfinir quelques nouveaux éléments programmatiques qui sont apparus avec acuité dans la situation de crise galopante.

Ainsi, ont été discutée la montée terrible d'une extrême droite nazie et la riposte nécessaire, la définition d'une position de la gauche anticapitaliste face à la perspective d'un «gouvernement de gauche» réformiste, les questions organisationnelles d'une intégration plus approfondie de la gauche anticapitaliste au sein de la coalition Antarsya, etc.

Élément important du congrès, sa dimension quantitative a dépassé de beaucoup tout ce qu'on aurait pu imaginer, vu le réel recul électoral de l'année dernière, ainsi que la situation beaucoup plus difficile pendant toute cette dernière année. Le corps du congrès a été constitué par 1016 délégués, en augmentation de 15% par rapport au 1<sup>er</sup> congrès (octobre 2011) avec le même système de représentation, à savoir un délégué élu pour trois votants. C'est vrai que les chiffres ne disent pas toute la vérité, car il y a plusieurs niveaux (et modes) d'implication dans une formation politique, mais en l'occurrence cela exprime la permanence et la montée d'une frange de militantisme radical dans la société grecque, à la hauteur des luttes innombrables que provoque l'attaque bourgeoise. La délégation au congrès montraient une importante représentation des gens qui ont mené des luttes sociales, ouvrières ou locales durant la dernière période.

**Antifascisme et alliances**

La discussion du congrès a été l'occasion de faire fructifier plusieurs expériences de luttes dans une perspective d'intégration politique. Il y en a eu plusieurs, mais les plus importantes étaient la question de l'antifascisme et celle des alliances.

Concernant la lutte contre le fascisme et l'extrême droite, il n'y avait pas tant une divergence politique qu'une différence d'appréciation, vu qu'une partie des militants – au delà de Antarsya d'ailleurs – ont sous-estimé la spécificité, la nécessité d'un travail particulier et d'une unité de classe contre la montée foudroyante de l'extrême droite nazie. Les nombreux comités locaux, lancés depuis le congrès notamment par des militants de Antarsya (et au delà), ont montré la voie et le congrès a consacré programmatiquement la nécessité et l'urgence d'une lutte unitaire contre les nazis.

La deuxième question, celle des alliances, est beaucoup plus compliquée et a montré une vraie divergence, sur la question d'un front éventuel avec des tendances politiques qui centrent leur stratégie sur la demande de sortie de l'euro et de l'Union européenne et sur la nécessité de réorganisation économique nationale (projet connu sous le nom de «plan B»). Au-delà des termes, la question a été plus ou moins résolue unitairement par le congrès, en maintenant la nécessaire rupture, non pas simplement institutionnelle, mais bien sociale, c'est-à-dire anticapitaliste.

**Organisation et pouvoir**

Le fond de la question ne concerne pas seulement les alliances électorales, mais aussi et surtout tous les aspects de réorganisation politique de la classe ouvrière pour se poser comme sujet réel. Par exemple, la formule gouvernementale peut acquérir une dimension vitale, comme on l'a vu l'année dernière avec le «gouvernement de gauche» de Syriza. L'élaboration correspondante du congrès reconnaît l'importance de l'unité d'action, y compris politique, mais laisse ouverte la question du gouvernement, au-delà de l'adresse unitaire face à la dispersion politique réelle et même parfois divisionniste (notamment de la part du KKE, le PC grec).

Dernier point, l'aspect organisationnel, où il reste encore beaucoup à faire, vu la multiplicité des composantes de Antarsya, non seulement sur les plans idéologiques ou historiques, mais surtout face à la dispersion et l'urgence des batailles sociales, pour l'organisation des solidarités et même des expériences associatives ou autogestionnaires dans la situation de crise galopante. Le climat consensuel qui continue à prévaloir au sein de Antarsya (et de ses organisations composantes) ne suffit pas à faire converger toutes les forces dans la même direction. La nouvelle direction, élue par le congrès, doit y penser, tout en

MIEUX QUE LE RÉGIME DUKAKIS: CET ÉTÉ PARTEZ EN GRÈCE...



essayant de mettre en œuvre plusieurs propositions du congrès dans le sens d'une meilleure coordination et d'une meilleure élaboration.

D'Athènes, Andreas Sartzeakis et Tassos Anastassiadis'

1- Membres de OKDE Spartakos, composante d'Antarsya

CONGRÈS DE SYRIZA **Une opposition interne renforcée**

Le 1<sup>er</sup> congrès de Syriza s'est tenu du 10 au 14 juin dans un contexte de très grande instabilité politique et économique qui pose de nombreuses questions en terme d'alliances, de programme et de stratégie.

Ces derniers mois, la direction a multiplié les gestes vers le centre-gauche (modération sur le programme, recherche du soutien d'une partie des classes dirigeantes et d'alliances avec des forces du centre). La Plateforme de gauche (principalement composée du «Courant de gauche» de Synaspismos et du «Réseau rouge» qui regroupe trois organisations révolutionnaires – DEA, Kokkino et APO – et des militants non affiliés de Syriza) a tenté de répondre à ces enjeux en soumettant cinq amendements au congrès.

Le premier amendement affirmait la nécessité d'une «deuxième vague de radicalisation» tant en terme de programme que d'implication dans le mouvement de résistance. Les quatre autres amendements exigeaient: - l'annulation de la dette et des accords avec la troïka et, si besoin, la cessation de paiement pour obtenir son annulation; - la nationalisation sous contrôle ouvrier et populaire de l'ensemble des banques et des secteurs stratégiques de l'économie;

- l'engagement d'en finir avec l'austérité «par tous les moyens nécessaires», y compris l'engagement de sortir de la zone euro et d'affronter l'UE en cas de chantage de Bruxelles;

- la perspective d'un gouvernement de gauche et non d'un gouvernement dont la gauche serait le «cœur», ce qui exclut toute alliance avec le centre-gauche ou les forces qui ont mené ou accepté des politiques d'austérité dans le passé.

Malheureusement, les débats du congrès étaient organisés autour de questions «organisationnelles», la direction faisant tout pour empêcher toute forme d'opposition de gauche organisée.

**Dissolution des organisations**

Les organisations d'extrême gauche de Syriza ont reçu un ultimatum les enjoignant de se dissoudre dans les 2-3 mois qui viennent. Manolis Glezos, héros de la Résistance, a prononcé un discours très remarqué, rejetant non seulement le droit de la majorité de décider à la place des autres, mais mettant aussi en garde contre le danger d'un parti «présidentialiste».

Lors du vote sur les nouveaux statuts du parti, il y a eu un débat très vif principalement à l'initiative de DEA. Nous avons tenu ferme contre cette dissolution forcée, trouvant des alliés tant du côté du Courant de gauche que de Anasa (tendance Syriza à la «gauche» de la majorité), ce qui a obligé la direction à faire un compromis, l'avenir des «composantes» n'étant décidé qu'après des «concertations» qui prendront un «certain temps».

**Droits des tendances**

Alexis Tsipras a tenté de remettre en cause le droit des minorités à présenter des listes alternatives. Devant la levée de boucliers de la Plateforme de gauche, il a proposé que toute minorité soit dans l'obligation de constituer des listes séparées, figurant sur des bulletins différents. Jusqu'à présent, il y avait sur un même bulletin différentes listes, ce qui donnait la possibilité aux délégués de panacher et d'élire (de manière limitée) des candidats d'une autre liste. Ce droit a été supprimé, le but étant de faire apparaître la Plateforme de gauche

comme «un corps étranger» opposé au «parti en tant que tel».

L'opération s'est néanmoins retournée contre ses instigateurs, nombre de délégués, choqués par le comportement de la majorité, soutenant la Plateforme même s'ils ne partageaient pas l'intégralité de son programme. Loin d'être marginalisée, elle a obtenu 30,15% des voix contre 25% lors de la conférence nationale de décembre dernier, la liste majoritaire obtenant 67,61%, soit sept points de moins.

**Élection du président**

Beaucoup (même dans le camp majoritaire) ont reconnu qu'il était contraire aux traditions de gauche d'élire un «leader» et que s'il fallait un «président», celui-ci devait être élu et contrôlé par le Comité central. Les délégués ont approuvé l'élection du président par le congrès et sans autre candidature sérieuse face à lui, Tsipras a remporté une victoire à la Pyrrhus avec 72% des voix (le reste étant principalement des votes blancs exprimant une défiance vis-à-vis de Tsipras lui-même ou de la procédure de désignation).

**Premier bilan**

Si la majorité a remporté une victoire (les amendements de la Plateforme de gauche obtenant 30-40% des voix notamment en raison du climat ambiant qui a conduit de nombreux délégués à voter automatiquement contre tout ce qui émanait de «l'opposition»), la direction a échoué à nous marginaliser et les médias ont dû admettre que «si la direction a gagné, elle doit faire face à une opposition renforcée».

En ce sens, le score significatif de la Plateforme de gauche est un triple message: un message à la majorité qui devra faire face à une opposition interne massive si elle opère un «tournant droitier», un message à la classe dirigeante (Syriza ne sera pas facile à «gérer»), et un message adressé au KKE et à Antarsya: il y a une forte opposition de gauche dans Syriza qui mène une lutte qu'ils doivent soutenir. La lutte pour la direction de Syriza est loin d'être terminée...

D'Athènes, Panos Petrou'

(traduit par Raymond Adams)  
1- Membre de la DEA (Gauche ouvrière internationaliste), composante de Syriza.



## Les comités en action !

**Indre (36) : il faut régulariser les Roms**  
À Châteauroux, deux familles roumaines sans-papiers composée d'un couple, d'une maman actuellement enceinte et de trois petites filles de 7, 5 et 4 ans vivent en squat dans l'ancienne clinique désaffectée Montaigne. Aux dires mêmes des riverains, ils ne créent aucun problème... Le préfet de l'Indre parle des « conditions abominables » dans lesquelles cette famille vit. Dont acte. Le NPA de l'Indre partage cet avis. Mais la solution du préfet est l'expulsion des locaux, puis du territoire. Il suit ainsi consciencieusement la circulaire de Valls, le digne héritier d'Hortefeux et de Guéant, circulaire qui exclut de plus en plus de sans-papiers de la régularisation, Valls qui bat les records d'expulsion, et maintient dans une situation de précarité et de non-droit des êtres humains. Le préfet demande donc « courageusement » au propriétaire des locaux de l'ancienne clinique Montaigne de faire les démarches pour obtenir l'expulsion des familles en mettant la pression sur lui...  
Sûr de sa réussite, il a d'ores et déjà signifié à Sorin et Alexandra, deux de nos amis roumains, l'ordre de quitter le territoire avant le 21 août ! Les enfants sont scolarisés à Châteauroux et pleurent car ils ne veulent pas quitter leurs amis... Le père veut travailler, mais ne peut pas car « sans-papiers »... Pour ces familles qui vivent donc dans la misère et dans l'angoisse, la seule solution est la régularisation.  
Le NPA 36 a lancé la mobilisation (bien relayée par la presse locale) pour aider matériellement ces familles (nourriture, eau, glacières, produits d'hygiène et de soins...) et demander leur régularisation. Les autres organisations dites « de gauche » sont aux abonnés absents. Dans tous les cas, le NPA 36 sera aux côtés de nos amis roumains, quelle que soit l'issue de ce combat. Comme le chante Hubert-Félix Thiéfaine : « de race Humaine et de nationalité Terrienne » !

# BROCHURE Pour faire battre en retraite le gouvernement

À la veille de la contre-réforme sur les retraites du gouvernement Hollande-Ayrault, le NPA sort une brochure « Retraites : arguments pour la mobilisation contre la réforme Hollande-Ayrault ». À lire et à faire lire.

**P**our faire passer cette nouvelle contre-réforme, Hollande reprend les mêmes arguments que la droite. Selon lui, « il faut tenir compte de notre démographie. Dès lors que l'on vit plus longtemps, on devra travailler un peu plus longtemps », reprenant ainsi mot pour mot les arguments de Fillon et Sarkozy en 2010. En oubliant au passage les 5 millions de sans-emplois, la précarité toujours plus importante, le recul de l'espérance de vie en bonne santé et surtout l'augmentation de la productivité et des profits. Rabâché à tue-tête par le gouvernement et les commentateurs de tout poil, le deuxième argument est la nécessité de trouver 20 milliards d'ici 2020 pour équilibrer notre système de retraites par répartition. 20 milliards à trouver ? Pas si difficile que ça quand c'est pour donner aux entreprises pour la pseudo « compétitivité ». Pour nous faire avaler la pilule, ils ont décidé de nous refaire le coup de l'ANI, avec le fameux « dialogue social » qui consiste à occuper dans les salons les organisations syndicales, puis à faire voter le projet à la hussarde, afin d'éviter tout débat et toute mobilisation dans la rue.

### Allongement de la durée de cotisation, baisse des pensions

Ce projet s'inscrit dans les politiques d'austérité reprises par l'ensemble des gouvernements européens. D'ores et déjà, le gouvernement a annoncé un allongement de la durée de cotisations et prépare des mesures en s'appuyant sur les préconisations du rapport Moreau. Le gouvernement sait déjà que sa future contre-réforme est impopulaire. Il veut donc aller vite puisque

le débat parlementaire débutera en septembre. L'offensive patronale et gouvernementale se poursuit donc, sans cesse relayée par les commentateurs en tout genre, guidée par l'idée que les retraites sont un problème démographique, et qu'il faut travailler plus longtemps. Les retraites sont avant tout une question de répartition des richesses et du travail. Les moyens existent pour les financer et garantir le droit à la retraite à 60 ans maximum – à 55 ans pour les salariéEs ayant subi des travaux pénibles – avec 75% du salaire brut, calculé sur les six meilleurs mois de salaire, et 37,5 annuités de cotisation maximum. Pour cela, il faudrait réduire le temps de travail, augmenter les cotisations patronales, arrêter les exonérations de cotisations sociales et les cadeaux fiscaux en tout genre... Un vrai choix de société.

### Se mobiliser pour les faire reculer

C'est donc une mobilisation d'ampleur, une grève massive, qui est encore à l'ordre du jour, car chacun comprend bien que ce gouvernement, comme les précédents, ne peut céder que si un rapport de forces déterminant l'y contraint. L'amertume de l'échec de 2010 pèse toujours sur les militantEs et sur les salariéEs. Il faut cette fois se donner les moyens de gagner, et pour le NPA l'urgence est à la riposte unitaire. La gauche sociale et politique doit s'unir et ne rien lâcher sur le fond.  
Patronat et gouvernement veulent, à travers cette nouvelle attaque, continuer à nous imposer l'austérité, et nous devons leur montrer notre détermination à nous y opposer. C'est à toutes



celles et ceux qui ont la volonté de ne pas laisser faire et de mener ce combat que cette brochure s'adresse, pour donner les arguments, tracer les perspectives pour gagner cette fois. Un combat dont l'issue pèsera dans l'ensemble de la vie sociale et politique.

Sandra Demarcq

### LA BROCHURE

**«RETRAITES : ARGUMENTS POUR LA MOBILISATION CONTRE LA RÉFORME HOLLANDE-AYRAULT» est disponible :**

– Auprès des militantEs et à la librairie La Brèche à Paris au prix de deux euros

– Par correspondance pour trois euros (port compris) à :

**NSPAC, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.**

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires), merci de nous contacter à :

**diffusion.presse@npa2009.org**

## PRESSE DU NPA Une nouvelle étape

En février dernier, le congrès du NPA avait décidé de maintenir le dispositif de presse et de communication du parti : site internet, journal hebdomadaire et revue mensuelle. Un maintien qui ne signifiait pas un simple statu quo. Pour notre presse, la rentrée de septembre doit donc permettre de franchir une nouvelle étape.

**D**epuis septembre 2012, des premiers efforts pour améliorer la lisibilité de notre presse ont déjà été fait, mais cela reste insuffisant. Pour que l'ensemble des militantEs et sympathisantEs diffuse notre presse afin de faire résonner nos idées et nos propositions à une plus large échelle, d'autres changements significatifs doivent avoir lieu. De ce point de vue, une nouvelle maquette donnant une place plus importante au traitement de l'actualité, avec un nouveau rubricage, vous donne donc rendez-vous dès le prochain numéro de l'hebdomadaire qui sortira le jeudi 4 septembre.

### Le changement de nom, c'est maintenant !

Le nom de notre presse a aussi été l'objet de discussions. Comme le dit la motion du Conseil politique national de fin mai qui a décidé de son changement de nom, « à la naissance du NPA en 2009, Tout est à nous ! avait été choisi par le CPN comme titre de l'hebdomadaire et du mensuel de notre parti. Reprenant une chanson de manifestation, ce titre voulait exprimer un projet de réappropriation de la politique et de transformation sociale. Si ce projet reste le nôtre, ce titre de presse apparaît inadapté :

une référence qui ne parle qu'à un cercle militant assez restreint, un milieu plus large qui n'en comprend pas le sens... ».

Cette appréciation a été validée par les résultats de notre questionnaire sur le système de communication auquel ont répondu en avril et mai – en ligne et sur papier – près de 150 personnes. Une large majorité y a en effet exprimé son envie de voir notre presse changer de nom. Notre hebdomadaire et notre revue mensuelle s'appelleront donc dès leur prochain numéro l'Anticapitaliste. Un nouveau nom plus directement compréhensible, qui, on l'espère, permettra à nos publications d'être mieux identifiées et facilitera ainsi leur diffusion. Parce qu'il n'y a pas de luttes et de mobilisations sans faire preuve de convictions, d'idées et d'arguments,



PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO

l'anticapitalisme a besoin de ses propres moyens d'expression indépendants. Ces prochains mois, nous essaierons modestement d'en prendre notre part.

**Le comité de rédaction**

Feuilleton de l'été

ÉPISODE 6 

CAUCHEMAR 2034 DE GÉRARD DELTEIL

À ma surprise, parmi les encagoulés, il y avait à la fois des flics de la BAC et des Gardiens de l'islam. Le bruit courait qu'ils collaboraient pour certaines opérations. J'en avais désormais la confirmation.

À plat ventre, mains sur la tête ! hurla l'un des types en brandissant un énorme flingue du genre des désintegrateurs martiens qu'on voit dans les jeux vidéo et les films de SF. Je m'apprêtais à obtempérer, mais Nadia, d'un coup de pied, renversa la table basse sur les jambes du type, qui fit un saut en arrière pour l'éviter. Elle me prit par la main et m'entraîna dans la pièce voisine dont la fenêtre donnait sur un balcon, puis verrouilla la porte avant que les flics aient eu le temps de réagir. Je me penchai au dessus de la rambarde. Deux étages ! C'était risqué, mais nous n'avions pas le choix, sinon nous étions bons pour le camp de rééducation républicaine. Je sautai le premier. Le toit d'un camion bâché amortit ma chute, mais le choc fut douloureux. Nadia me suivit, sans hésiter une seconde. Nous n'avions rien de cassé ni l'un ni l'autre. Je l'aidai à se laisser glisser le long du camion en la tenant par la main et nous nous élançâmes dans la rue. Elle n'avait pas eu le temps de mettre son foulard, de sorte que tous les regards se portaient vers nous, plus intrigués qu'hostiles. Au premier carrefour, un garde de l'islam qui faisait la circulation se mit à

pianoter fébrilement sur son portable puis activa un système d'alarme qui produisit un hullement strident qui nous vrilla les oreilles. De tous côtés des gardes accouraient en poussant des cris et nous montrant du doigt. Le tac-tac d'une arme automatique crépita, des morceaux d'asphalte giclerent sous l'impact des balles à quelques pas de nous, puis une roquette siffla à mes oreilles et frappa une voiture. L'explosion fit jaillir des gerbes de flammes et un énorme nuage de fumée s'éleva dans la rue, nous dissimulant à nos poursuivants. Un instant, je crus que nous leur avions échappé en empruntant une petite rue au bout de laquelle se tenait un marché où nous pouvions espérer nous fondre dans la foule. Mais c'était compter sans les drones. L'un de ces sinistres oiseaux plongea sur nous et nous expédia une décharge électrique fulgurante. Mon corps cessa un instant de répondre aux injonctions de mon cerveau, comme si cette sorte de rayon de la mort m'avait transformé en statue, puis je perdis connaissance.

Je m'éveillai en sursaut, inondé de transpiration. Dans mon crâne résonnaient encore les explosions des roquettes, le crépitement des kalachnikov et les cris de nos poursuivants. Je me tâtai, constatai que j'étais indemne et que je

me trouvais dans mon lit. Ma tête avait probablement heurté le mur quand je m'étais contorsionné. Nadia dormait à côté de moi, nue et découverte jusqu'à la



naissance des reins. Je me redressai péniblement, me levai et marchai jusqu'à la fenêtre dont j'écartai le store. Dans la rue, à mes pieds, circulaient quelques passants qui se hâtaient vers la station du RER. Parmi eux, je distinguai une femme portant un foulard, sans qu'il soit possible de savoir si cet accessoire avait pour but de la protéger de la petite pluie fine qui commençait à dégringoler ou de cacher sa chevelure. J'aperçus aussi des affiches que nous avions collées la veille pour appeler à un rassemblement de soutien à des Roms menacés d'expulsion.

Je laissai retomber le store et, d'un pas de somnambule, retournai vers le lit où je gratifiai Nadia d'un baiser dans le cou. Elle se retourna en émettant une sorte de mélange de grognement et de gémissement, ouvrit les yeux.

– Qu'est-ce qui t'arrive ? Le réveil n'a pas sonné. Pour une fois que nous pouvons dormir...

– J'ai fait un sale cauchemar. En quelle année sommes nous ?

– Tu parles sérieusement ?

– Très sérieusement.

– 2014...

– Alors tout va bien, du moins pour le moment.

FIN

Essai

LE DROIT DE SAVOIR

Edwy Plenel, Paris, Don Quichotte éditions, 2013, 14 euros



Le journalisme indépendant du pouvoir et de l'argent dérange. Edwy Plenel avait déjà été traité

d'agent de la CIA et d'infiltré trotskyste — il avait milité à la LCR pendant les années 1970 — par l'entourage de Mitterrand. Mediapart, le journal en ligne participatif qu'il a créé en 2008 avec une équipe de jeunes journalistes, a été qualifié sous Sarkozy, d'officine aux méthodes fascistes et de repère de calomnieux. Sous la gauche gouvernante, les révélations sur le compte occulte en Suisse du ministre du Budget ont suscité des dénigrement équivalents...

En France, constate Plenel dans ce beau petit livre combatif, le droit de savoir relève d'une guérilla permanente contre toutes sortes d'embûches et d'entraves des pou-

voirs. Surtout quand il s'agit de briser l'omerta des secrets d'argent, c'est-à-dire les affairismes sans scrupules, la fraude fiscale et le rôle des paradis fiscaux. La prédatation est devenue le ressort d'un capitalisme rapace, un adversaire, constate-t-il qui est « *déloyal, fourbe et dissimulé, violent et puissant, sans frontières et sans états d'âme, tout comme l'est le crime organisé* ».

Les dérégulations ultralibérales des gouvernements réactionnaires et les pusillanimités des gauches gouvernantes ont créé un climat de lâcheté et d'indécence, de renoncement des États et d'arrogance des oligarques. Dans ce contexte se manifeste, sans retenue, « l'obs-

cénité du pouvoir de l'argent, son avidité, sa brutalité, sa vulgarité ». Comme on l'a vu lors des affaires Bettencourt et Cahuzac, l'information libre est constamment menacée par ce pouvoir et par deux ennemis intimes : le journalisme de gouvernement et la presse d'industrie.

En conclusion de son livre, l'auteur rend hommage à Jean-Pierre Vernant, historien et résistant, resté fidèle à un communisme critique, selon lequel « *le vrai courage c'est (...) de ne pas céder, ne pas plier, ne pas renoncer. Être le grain de sable que les plus lourds engins, écrasant tout sur leur passage, ne réussissent pas à briser* ».

Michael Löwy



librairie  
la-breche.com

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE**

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

**Horaires d'ouverture :**  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h

ESSAI  
**PROPOS D'UN AGITATEUR**  
Ricardo Flores Magon,  
Libertalia, 7,10 euros



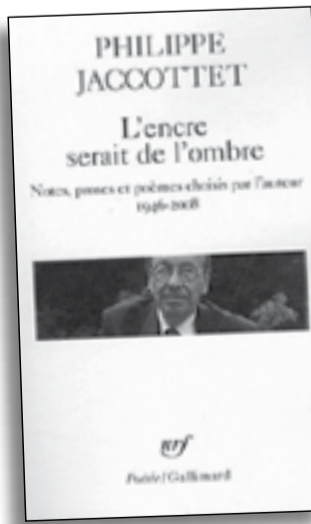
« L'honnêteté ne vit pas à genoux, prête à ronger l'os qu'on daigne lui jeter (...) Je ne sais si je suis honnête ou non, mais je dois t'avouer qu'il m'est insupportable de supplier les riches de m'accorder, au nom de Dieu, les miettes de tout ce qu'ils nous ont volé (...) En violant les lois promulguées par la bourgeoisie, je ne fais que rétablir la justice bafouée par les riches, qui valent les autres au nom de la loi. »

Ricardo Flores Magon est un poète mexicain mais surtout un des théoriciens de la révolution mexicaine. Onze de ses écrits sont réunis dans ce recueil, sorte de petit manuel anarchiste troublant d'actualité, malgré le siècle qui nous sépare de son auteur. Un texte accompagné d'illustrations en noir et blanc signées Thierry Guitard.  
Béa Walylo

Poésie

L'ENCRE SERAIT DE L'OMBRE

Philippe Jaccottet, Poésie / Gallimard, 2011, 10,90 euros



Encore de la poésie ? Eh oui, encore ! Nous nous sommes déjà essayés à l'exercice<sup>1</sup> et nous persévérons. Mais à quoi diable cela peut-il bien servir ?

« Parler est facile, et tracer des mots sur la page, en règle générale, est risquer peu de choses », le poète Jaccottet s'interroge de la même façon. Cet imposant recueil est traversé de ce doute incessant sur la place et le rôle de la poésie. Aragon en avait fait « *la mathématique de toutes les écritures* », par l'attention portée au sens des mots, à la musicalité. Cet art, multipliant les formes, les cadences, se dérobant sans cesse, est une école à la fois de la nuance et de la précision — un exercice rien moins qu'utile pour des militantEs dont le gros de l'activité consiste à argumenter et débattre !

Mais également, « *elle pourrait être mêlée à la possibilité d'affronter l'insoutenable* », comme le suggère Jaccottet. Chez ce poète, cet « affrontement » se marque par une forme de retraitement du monde, ou plus exac-

tement d'éloignement de ses congénères. Dans la plupart des textes, l'activité humaine n'est qu'un bruissement lointain, telle la cognée du bûcheron au cœur de la forêt — le titre de l'un des recueils, *Paysages avec figures absentes*, fait ainsi programme. Cette perspective traduit une certaine vision politique, bien que l'homme s'en défende — mais sa position à l'égard de Mai 68, exposée ici dans un court texte, est révélatrice. Pour autant, le lecteur n'a aucune obligation de faire sienne « la réticence » exprimée par le poète pour goûter toute la saveur des images et des textes.

Nous ne saurions trop recommander cette retraite poétique estivale — une pause dans le fracas militant quotidien. C'est une autre façon de prendre du recul, en se laissant bousculer et en cultivant le dialogue avec

un autre point de vue, à la fois reposant et stimulant.

Henri Clément

1- « Tranströmer ou le séminaire du rêve », *Tout est à nous !* n°120.



S'abonner à Tout est à nous !

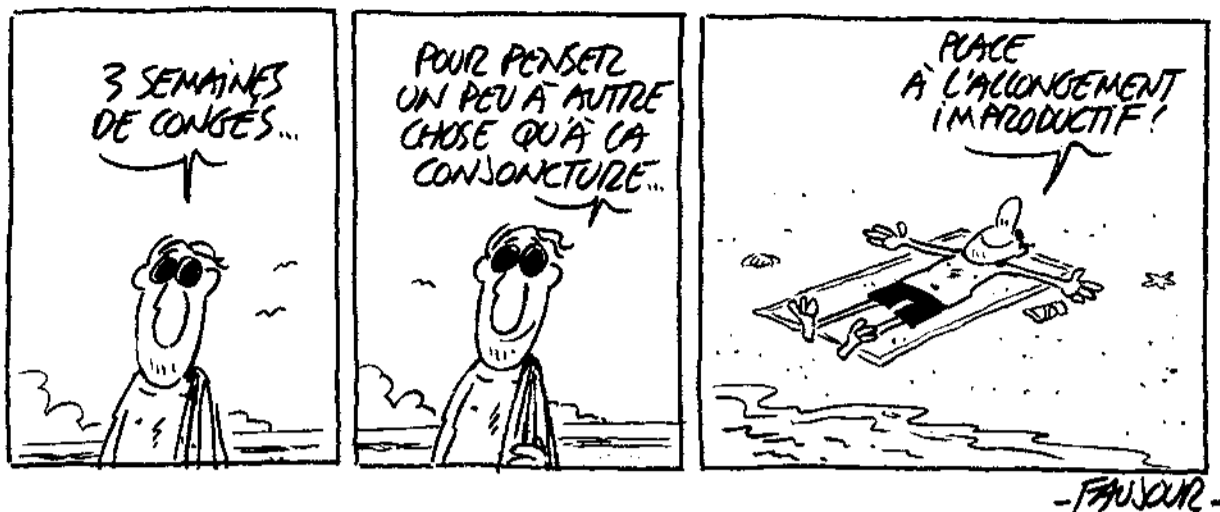
**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

	Hebdo	Hebdo + Mensuel	<b>Désignation du compte à débiter</b>	
<b>Tarif standard</b>	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
<b>Jeunes/chômeurs/précaires</b>	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	NO DE COMPTE	
J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :			CLÉ RIB	Date : .....
<b>ORGANISME CRÉANCIER :</b> Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex Numéro spécial d'émetteur : 554755			Signature : .....	
<b>Titulaire du compte</b>			<b>Établissement teneur du compte</b>	
Nom : .....			Banque : .....	
Prénom : .....			Adresse : .....	
Adresse : .....			Code postal : .....	
Code postal : .....			Ville : .....	
Ville : .....			Code postal : .....	
Mail : .....			Ville : .....	

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<b>FRANCE ET DOM-TOM</b>			
<b>Tarif standard</b>	Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €
	Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €
	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €
<b>Tarif jeunes/chômeurs/précaires</b>			
	Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



## AFFAIRE CAHUZAC

# «J'ai la mémoire qui flanche...»

Le 24 juillet dernier, l'UMP a choisi de suspendre sa participation à la commission d'enquête parlementaire chargée de l'affaire Cahuzac tant que le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, ne serait pas auditionné.

La crise est survenue la veille de la suspension des travaux de la commission, à la suite de la deuxième audition de Cahuzac le 23 juillet. Alors que Moscovici avait reconnu au cours de son audition qu'il y avait bien eu une réunion, le 16 janvier, entre le président de la République, le Premier ministre, lui-même et Cahuzac, celui-ci a nié le fait qu'il y avait participé, prétendant ne plus s'en souvenir... Cette réunion du 16 janvier avait pour objectif de discuter le bien fondé et la forme d'une demande d'entraide aux autorités suisses à propos de l'existence d'un compte de Cahuzac dans la banque suisse UBS. Une demande à laquelle la Suisse avait répondu par la négative le 8 février. Le lendemain, le *Journal du dimanche* titrait : «Les Suisses blanchissent Cahuzac», dans la même veine que la plupart des médias et des dirigeants politiques qui faisaient alors de Cahuzac une victime et des

journalistes de Mediapart de vils calomnieurs...

### Suite aux prochains épisodes ?

La question est de savoir si Hollande et son gouvernement étaient au courant avant le 2 avril. Valls, Taubira, Moscovici, ont nié l'être. Mais comme le dit le *Canard enchaîné* le 24 juillet, Christiane Taubira recevait toutes les notes du parquet de Paris qui menait l'enquête depuis décembre. Hollande avait été mis au courant puisque l'ancien député du Lot-et-Garonne Michel Gonelle avait informé un membre de son cabinet du fait qu'il était en

possession d'un enregistrement de la communication téléphonique où Cahuzac parlait de son compte en Suisse. À défaut de pouvoir auditionner le président de la République, les députés UMP de la commission ont demandé à ce que son Premier ministre soit interrogé... ce que les députés PS ont refusé, entraînant le départ de l'UMP de la commission. Quelle sera la suite donnée à cette affaire qui n'est plus, de fait, celle du seul Cahuzac ? Il est clair que tout est fait pour protéger Hollande et Ayrault d'autant que la droite est elle-même empêtrée dans une série d'affaires qui mettent en cause jusqu'à Sarkozy lui-même...

Face à cette corruption généralisée, il n'y a pas de remède possible sans remise en cause du système, sans que soit levé le secret bancaire et mis sur la place publique les comptes aussi bien des grandes fortunes que de l'État et de son personnel dirigeant.

Galia Trépère



## SCOP

# Première loi pour les travailleurs ?

Au moment où les affirmations gouvernementales en matière de chômage et de croissance sont chaque mois mises en doute par la réalité des chiffres, un projet de loi sur l'économie sociale et solidaire (ESS) va tenter de redorer l'image du pouvoir.

Le secteur visé dit de l'économie sociale et solidaire couvre environ 10 % de l'activité en France, tant du point de vue du nombre de salariéEs (2,4 millions) que du point de vue du produit intérieur brut, et regroupe des types d'activités très différentes. On trouve pêle-mêle l'action sociale, l'offre de soins, les sports et loisirs, l'éducation et la formation, les banques et assurances, l'agriculture, l'industrie, la construction, le logement social, la distribution, l'artisanat... Censées être «différentes» soit dans le fonctionnement soit dans les objectifs non lucratifs, les entreprises ou associations concernées ont des histoires et des profils divers et souvent peu différents des secteurs classiques. La loi sur

l'ESS est censée encadrer ces fonctionnements et ces objectifs tout en donnant accès à des moyens financiers importants (500 millions via la Banque publique d'investissement). Mais l'espoir résidait dans la possibilité, donnée aux salariéEs, de reprise d'une entreprise abandonnée ou vendue au plus offrant par des patrons ou des groupes préférant gagner plus avec d'autres choix financiers.

### Une loi de gauche «Canada Dry»

Le projet de loi oblige seulement l'employeur des entreprises de plus de 250 salariés à informer ceux-ci deux mois avant la vente effective. Mais il restera libre de céder au prix qu'il souhaite et au candidat de son choix, le plus intéressant pour lui.

Même si c'est encore trop pour Gattaz et le Medef qui dénoncent une loi qui « nuit à la liberté et à la motivation des entrepreneurs », on est très loin des promesses de Hollande ou de Montebourg sur l'obligation de céder les entreprises à celles et ceux qui souhaitent poursuivre l'activité en cas de désengagement du patron. On est loin du respect, de la prise en compte du combat, des exigences des salariéEs en lutte depuis des mois voire des années chez de Fralib, Pilpa, ou M-real. Les voies ouvertes par les Scop sont loin d'être toujours simples<sup>1</sup>, mais même cette petite possibilité d'intrusion dans le pouvoir patronal est encore trop audacieuse pour ce gouvernement.

### Robert Pelletier

1- Voir articles dans *Tout est à nous!* hebdomadaire n°138 et la revue mensuelle n°41 et 42.

# NO COMMENT

«J'ai tué beaucoup d'Arabes dans ma vie. Et il n'y a aucun problème avec ça»

NAFTALI BENNETT, ministre de l'économie israélien et chef du parti nationaliste religieux Foyer juif, d'après le quotidien *Yedioth Ahronoth*

## NOTRE-DAME-DES-LANDES

# Week-end militant et festif



Comme en 2011 et 2012, un grand rassemblement est prévu à Notre-Dame-des-Landes les 3 et 4 août. Même si le mouvement contre ce projet d'aéroport s'est considérablement renforcé depuis l'été dernier, ce nouveau rassemblement n'est pas (encore) celui de la victoire.

Nous y trompons pas : après les résultats, encourageants pour la lutte, des commissions d'expertise et de celle dite « de dialogue », où tout le monde a pu se rendre compte de la pertinence des arguments des opposantEs, le PS, le gouvernement, Vinci et le patronat de la région n'ont pas l'intention de baisser les bras. De nombreux indices nous laissent penser qu'une contre-offensive se prépare pour l'automne : accélération des travaux de la commission d'experts, travaux de voirie liés au projet de nouvelles infrastructures, pilonnage dans les médias sur le bien-fondé d'un nouvel aéroport (quitte à produire des chiffres invérifiables sur les créations d'emplois et la saturation des parkings de l'aéroport actuel), course pour obtenir l'autorisation de destruction des espèces protégées...

### Ne rien lâcher !

Ce rassemblement doit être une nouvelle fois l'expression d'une opposition massive au projet d'aéroport. Il doit marquer notre volonté de ne rien lâcher face aux manœuvres médiatiques du gouvernement Ayrault. C'est pourquoi il est particulièrement important que

cette manifestation en plein cœur de l'été 2013 soit un succès populaire. Au programme, de nombreux films, diaporamas, conférences et forums de débats sur les grands projets inutiles imposés, la transition écologique et énergétique, l'eau et la biodiversité, les questions d'urbanisation et d'aménagement du territoire, l'agriculture, le changement climatique et l'emploi. Pour sa part, le NPA animera un débat sur les récentes mobilisations au Brésil. Notre porte parole, Christine Poupin, présentera la brochure « *Quelle écologie, quel socialisme, quelle transition ?* » Et pendant les deux jours, des concerts à satiété : plus de trente groupes de tous genres musicaux feront de ce week-end un événement festif.

Les 5 et 6 août, au cours d'échanges formels et informels, les comités de soutien venus de toute la France profiteront de leur déplacement pour parler de leurs actions et des perspectives. La détermination des participantEs à la lutte « contre cet aéroport et le monde qui va avec » devrait en sortir renforcée.

CorrespondantEs du NPA 44

Tout le programme : [www.notredamedeslandes2013.org](http://www.notredamedeslandes2013.org)

**TOUT!** hebdomadaire du Nouveau  
est à nous! Parti anticapitaliste

Rédaction : 01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org  
Administration :  
01 48 70 42 28 2, rue Richard-  
Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Numéro ISSN : 1969-8178  
Commission paritaire :  
0414 P 11508  
Tirage : 6500 exemplaires

Société éditrice :  
Nouvelle Société de presse,  
d'audiovisuel et de  
communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros  
(durée 60 ans)  
Gérant et directeur  
de publication :  
Ross Harrold  
Secrétaire de rédaction :  
Manu Bichindaritz

Maquette :  
Ambre Bragard,  
Goulven Schaal  
Impression :  
Rotographie, Montreuil-sous-  
Bois Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28 mail :  
rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®